CONSTITUTION : MODERNISER ET EQUILIBRER LES INSTITUTIONS

Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Quatrième année
- N° 163 -
Vendredi
13 novembre 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



Pays et paysans

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Votre courrier

ODIEUX

Lorsque la politique politicienne se joue du drame des uns et des autres, groupes ou individus, l'odieux n'est pas loin de rejoindre l'infernal. L'infernal d'aujourd'hui, ce sont les milliers de transfusés frappés d'un mal encore incurable, parce que les décisions techniques, scientifiques, administratives ou politiques, jugées bonnes et évidentes désormais, n'ont pas pu être prises au moment opportun. L'infernal d'hier, ce sont les milliers de morts des années 30, 40 et 50, décédés des suites de la vulgaire tuberculose, alors qu'un médicament radical existait depuis le milieu de ces années 30, mais n'a été autorisé à la vente en France que des décennies plus tard. Faute technique ? Faute scientifique ? Faute administrative ? Faute politique ? Qui peut le dire vraiment, surtout lorsque nous connaissons aussi les drames, décès, handicaps physiques et mentaux causés par la mise sur le marché, de manière trop prématurée, d'autres médicaments "miracles" fort heureusement interdits depuis ? L'infernal d'hier et d'aujourd'hui, ce sont des dizaines ou des centaines de morts ou handicapés des suites de malheureuses combinaisons de procédures, relevant de niveaux de responsabilité aboutissant à des décisions manifestement inadéquates, mêlant le technique, le scientifique, l'administratif, le politique et, en réalité, les systèmes de préparation et de prise de décisions.

Où l'odieux est atteint, c'est lorsqu'au lieu de se battre au plus vite pour mettre en place des réparations qui, même si elles peuvent à bon droit apparaître dérisoires par rapport aux drames vécus, n'en symbolisent pas moins la solidarité de la communauté et allègent les souffrances au moins matérielles, au lieu de s'attacher à imaginer comment faire pour prévenir de nouveaux drames de même nature, au lieu de contribuer à la conception d'un observatoire permanent de tout ce qui peut conduire à décision ou non-décision, aux conséquences désastreuses, et à tout le moins de mettre sur pied un fonds de solidarité et de réparation doté de ressources importantes et évaluatives à mobilisation rapide... Où l'odieux est rejoint, c'est lorsque l'on se complaît et se contente, dans un système de décision aussi complexe que ceux évoqués ci-dessus, de rechercher et de toucher dans leur honneur et leur probité des femmes et des hommes qui, individuellement ou collectivement, se trouvent, chacun à sa façon, touchés dans leur conscience et dans leur cœur, tout autant victimes, d'une manière certes différente, des systèmes de décision qui ne leur ont pas permis de prendre au bon moment, et à condition qu'ils en fussent chargés, la bonne décision. Soit que la technique et la science fussent incertaines, soit que les faits n'aient pas été portés à leur connaissance, soit qu'ils n'aient "normalement" pas eu à connaître, ils vivront le reste de leurs jours en partageant à chaque instant le drame de leurs semblables.

Et l'odieux en rajoute à l'infernal quand, de plus, ceux que l'on attaque ont justement, dès que cela était possible, assumé les erreurs passées, pris les mesures de réparation, puis les mesures correctives provisoirement les meilleures. Pour illustrer ce propos, je pense à Pierre Mendès France qui a mis fin, largement seul, à la guerre d'Indochine, et qui fut pourtant attaqué de tout bord au Parlement, avant d'être évincé de ses fonctions de chef du gouvernement. A Laurent Fabius qui a imposé le dépistage et la mise en œuvre des techniques de chauffage du sang pour transfusion avant bien d'autres pays d'Europe. Aux gouvernements successifs du président François Mitterrand qui ont limité l'accroissement du chômage -certes, encore bien trop élevé- à moins de 6% depuis 1981 (où en serait-on si les taux antérieurs s'étaient prolongés...? Mais nous avons la mémoire courte : certains, dès 1981, annonçaient 3 millions de chômeurs pour 1983 !). A Michel Rocard qui a institué le RMI, forme de solidarité des "travaillants" par rapport aux "non-travaillants", leur redonnant ainsi un minimum de dignité, et qui a créé le fonds d'indemmnisation des transfusés refusé par le précédent...

J. GERARD
Pleurtuit (35).

LYNCHAGE

Quel écœurement devant le lynchage politico-médiatique qu'a entraîné le scandale transfusionnel. Les plus ripoux de la droite, Ponia, Pons et autres Gaudin, étant les plus acharnés.

Les malades et leurs familles ont ainsi subi le lavage de cerveau que médias et politiques ont exercé sur eux à l'instar de sectes.

Le plus clair à s'exprimer sur le sujet fut Olivier Duhamel : "Les ministres concernés auraient peut-être dû démissionner dès qu'ils se sont aperçus... comme le capitaine qui a embauché un criminel est responsable (mais non coupable) de ne pas s'en être aperçu et de l'avoir conservé. Il n'en est pas pour autant coupable du crime de l'autre..."

Le PS devrait cependant être solidaire du "commandant Fabius" qui n'est pas responsable du fait que le capitaine..." Ce d'autant que Laurent Fabius a agi vite et seul... Poursuivre celui-ci relève d'une volonté politique. Je regrette qu'à ce sujet Dominique Strauss-Khan et Bernard Kouchner n'aient pas souligné la non-responsabilité de celui-ci.

M.-P. AUFAUME
Domerat (03).

ECŒUREMENT

Simple sympathisant du Parti socialiste, mais désormais abonné à votre journal, je tiens à vous faire part de l'écœurement qu'ont provoqué en moi les déclarations de Marie-Noëlle Lienemann. Ferait-elle partie, comme par exemple Brice Lalonde, de ces gens qui se réclament du PS (ou proches de lui) lorsque celui-ci a le vent en poupe, mais qui s'en démarquent ostensiblement lorsque les choses vont plus mal pour lui, lorsqu'il n'est plus électoralement rentable d'afficher l'étiquette socialiste ?

Si Marie-Noëlle Lienemann a des idées, que n'en fait-elle profiter son parti (qui, selon elle, n'en a plus), que ne les met-elle au service de son action ministérielle, puisque, grâce à son appartenance au PS et au bon vouloir de François Mitterrand, elle est aujourd'hui ministre ?

Décidément oui, il est plus difficile de se montrer solidaire de ses camarades dans l'adversité que de crier avec les loups.

BRUNO LIENSOL
Paris (75).

SECU

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article de Patricia Jaffray intitulé "Maîtrise des dépenses de santé" dans votre n° 161 du 23 octobre 1992.

L'exposé de la situation actuelle de la Sécurité sociale, notamment de l'assurance maladie, me paraît objectif et parlant. Il est bien question des principaux acteurs : les pouvoirs publics, l'administration de la Sécurité sociale et les divers syndicats médicaux.

Mais il me semble que, dans le partage des responsabilités dans le déficit, un acteur actif a été omis, à savoir l'affilié-consommateur.

Il faut reconnaître que celui-ci use et abuse de la protection sociale et des prestations distribuées sans frais aucun. Qui ne connaît les consultations multiples pour une même affection, les examens de spécialistes en cascade, les arrêts de travail de complaisance, les armoires de pharmacie débordant de spécialités coûteuses et non consommées ? Bien sûr, les prescripteurs devraient avoir le courage de dire non aux abus, au risque de perdre le client. Mais en face, que fait-on pour faire prendre conscience aux assurés de la menace qui pèse sur l'une de nos belles conquêtes sociales ?

L'assuré social sait-il que sa protection résulte de la solidarité des participants sous la forme de la mutualité ?

Et qu'ont fait les syndicats, les partis politiques, les associations diverses pour impliquer la responsabilité des affiliés ? Ce serait pourtant leur rôle de faire prendre conscience des conséquences du laisser-aller actuel.

ALEXANDRE SUVEG
Lens (62).

CLAUDE AVELINE

Claude Aveline, qui vient de nous quitter, était un ami de "Vendredi". Et de longue date puisqu'il avait accordé sa collaboration au "Vendredi" d'avant 1939 où sa signature venait à côté de celles de Jean Guéhenno, André Chamson, Jean Giono, Jean Cassou, Paul Nizan, André Gide, André Malraux, Jean Schlumberger et bien d'autres intellectuels de gauche, unis dans le soutien au Front populaire et la lutte contre la montée des périls.

Il nous reste les livres de Claude Aveline, toujours surprenants. "La Double Mort de Frédéric Belot", "L'Abonné de la ligne U", "Le Temps mort", publié sous l'Occupation aux Editions de Minuit, et quantité d'autres romans, essais ou pièces de théâtre, alertes et solides.

Claude Aveline avait quatre-vingt onze ans.

J.G.

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Codirecteur de la publication : François Rebsamen
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
B. Jaubert / Sipa-press (couv.) ; D.R. (pp. 3, 8, 9, 21 et 22) ; A. Noques / Sygma (p. 4) ; G. Groc (p. 7) ; B. Decoux / Réa (p. 11) ; A. Brucelle / Sygma (p. 12) ; P. Huguen / AFP (p. 13) ; G. Rancinan / Sygma (p. 14) ; M. Stewart / Sygma (p. 15) ; Adenis / Sipa-press (p. 18) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE

4 Des institutions modernisées
5 • La douleur en otage
• Etablir et rétablir la vérité
• Laurent Fabius
6 La contrat du PS : protéger et réformer
7 • Bon anniversaire, Carmaux
• 20 ans de FN, ça suffit

IDEES

8 Bernard Lazare, un juste
9 Lauriers francophones

SOCIETE

9 Enseignement professionnel
10 Entreprises : investir dans la formation

11 à 14 DOSSIER
Monde rural et agriculture
11 Mosaïque pour un territoire
12 La France en friche ?
13 Projets : les CIVAM
14 Agrandir, agrandir...



▲ *Les institutions modernisées (p. 4).*



▲ *Enseignement professionnel (pp. 9 et 10).*



▲ *"L'Accompagnatrice" (p.14).*

INTERNATIONAL

15 • Clinton, président
• Le Parti des socialistes européens est né
16 La déclaration de La Haye
17 • Willy Claes
• Le sursaut allemand
• Alexandre Dubcek
18 Le dur chemin de la Russie

CROQUIS

19 • Lettre à...
• Virgil Tanase

VIE PRATIQUE

20 Mettre sur le marché les logements vides

CULTURE

21 • "Ani Maamin"
• Vive le cinéma français
• "Chorus"
• Sciences
22 • Post-scriptum
• Film : "L'Accompagnatrice"

INVITE

23 François Dubet

Claude Estier

2-7 nov.

J'ai vécu, à New York, cette semaine que l'on qualifiera peut-être d'historique, où les Etats-Unis ont basculé des républicains vers les démocrates et surtout d'une génération vers une autre. George Bush est né au lendemain de la Première Guerre mondiale, Bill Clinton sera le premier président américain qui ait vu le jour après la seconde. Sans revenir sur l'élection elle-même, qui fut sans surprise tant elle reproduisait les pronostics des derniers sondages, quelques remarques me paraissent s'imposer avant d'envisager les conséquences de l'arrivée d'une nouvelle équipe à la Maison-Blanche.

Le président sortant a sans doute été victime de l'usure du pouvoir. Mais plus encore, je crois, d'une mauvaise campagne qui a abouti, si l'on additionne les suffrages de Clinton et ceux du troisième homme, Ross Perot, qui n'avait pourtant aucune chance d'être élu, à ce que 62% des électeurs se détournent de lui. Bush a misé sur son "expérience" alors que les Américains voulaient du changement ; il leur a parlé de politique mondiale alors qu'ils l'interpellaient sur la récession économique ; il a mis en avant les "valeurs familiales" alors que la majorité d'entre eux se préoccupent d'abord de protection sociale. Le tout assorti d'attaques personnelles de bas niveau, habituelles dans les campagnes électorales américaines, mais qui n'ont eu, cette fois, aucune portée. Car le gouverneur du petit Etat de l'Arkansas, presque inconnu du grand public il y a seulement six mois, s'est révélé un remarquable battant, rendant coup pour coup, comprenant tout de suite ce dont les électeurs voulaient qu'on leur parle, parcourant le pays avec une équipe très organisée alors que Bush, même avec le renfort tardif de James Baker, donnait une impression de lassitude et, pour tout dire, de ne plus y croire.

Quelques heures après le scrutin, le vice-président Dan Quayle avouait d'ailleurs : "Nous avons senti dans les derniers jours que les choses nous échappaient."

Cela étant dit, il est clair que, pour Clinton, les difficultés commencent. Le système américain voulant qu'il ne prenne officiellement ses fonctions que le 20 janvier, il lui faut d'abord assurer plus de deux mois de transition. Il a choisi pour le conseiller pendant cette période deux hommes expérimentés, l'avocat noir Vernon Jordan et l'ancien sous-secrétaire au département d'Etat, Warren Christopher, qui fut un des proches de Jimmy Carter. Leur tâche principale va être de préparer les "cent jours" qui suivront l'installation de Clinton à la Maison-Blanche et que celui-ci voudrait marquer par des mesures spectaculaires concernant notamment la politique sociale et familiale, la libéralisation de l'avortement, les économies dans le train de vie de l'Etat, la relance de l'économie, etc.

En politique étrangère, les changements seront certainement moins significatifs.

Les conseillers de Clinton que j'ai pu rencontrer à New York m'ont surtout parlé de continuité sans cacher leur préoccupation quant aux initiatives qu'il conviendrait de prendre si la situation s'aggravait encore dans l'ex-Yougoslavie.

S'agissant des relations avec l'Europe, l'un d'eux a même insisté sur l'idée que la Communauté européenne aurait intérêt à conclure un accord sur le GATT avant le départ de Bush dans la mesure où Bill Clinton ne souhaitera pas inaugurer son mandat en donnant une impression de faiblesse devant un Congrès qui, bien que lui étant largement acquis, sera peu enclin aux concessions.

8 nov.

Un mot pour saluer la mémoire d'Alexandre Dubcek. Vingt ans de réclusion après le Printemps de Prague ne l'avaient pas abattu. Un stupide accident d'auto l'a emporté. L'homme du "socialisme à visage humain" restera un symbole du combat pour la liberté.

L'INTERVENTION DE FRANÇOIS MITTERRAND

des institutions modernisées

Au-delà de l'affaire du sang contaminé, François Mitterrand a annoncé une révision constitutionnelle. Il a également fixé le cadre d'une éventuelle cohabitation.

François Mitterrand va bien. Son intervention télévisée, lundi soir, l'a prouvé. La droite en sera certainement fort chagrinée. Si elle espérait que le chef de l'Etat se retire après mars 1993, elle en sera pour ses frais. François Mitterrand a été sans ambiguïté : il s'apprête à affronter une éventuelle deuxième cohabitation. Il calquera son attitude sur celle qu'il avait adoptée de 1986 à 1988. Elle tient en une formule : "La Constitution, rien que la Constitution." En clair, le président de la République n'empêchera pas la majorité, quelle qu'elle soit, de gouverner mais ne cèdera sur aucune des prérogatives que lui confère la Constitution. La droite est donc avertie. La partie ne sera pas facile pour elle...

Après l'Europe, François Mitterrand, comme il l'avait annoncé, a décidé de se lancer dans un nouveau grand chantier : la révision de la Constitution. Sans entrer dans le détail de ses propositions qu'il divulguera aux présidents de l'Assemblée, du Sénat, et du Conseil constitutionnel d'ici au 30 novembre, avant de les soumettre à un comité consultatif, il en a néanmoins défini les grands axes : modification de la durée du mandat présidentiel, renforcement de l'indépendance de la justice, meilleur équilibre entre l'exécutif et le Parlement, élargissement du champ référendaire, saisine du Conseil constitutionnel par le citoyen, réforme de la Haute Cour de justice. Objectif de ces réformes : "assainir, nettoyer et équilibrer les institutions", selon les expressions du chef de l'Etat. Elles pourraient relever du référendum, mais surtout de la décision du Congrès, réuni à Versailles.

Si cette révision est importante, elle n'engage pas le régime dans une VIe République. Toujours est-il que sa préparation prendra du temps. Elle devrait se poursuivre au-delà des élections législatives. Un pavé lancé dans la marre de la droite qui pourrait fort bien se diviser à nouveau sur ce sujet. Elle apparaît déjà gênée. Jacques Chirac ne demandait-il pas des modifications de la Constitution il y a un an ? Quant à l'UDF, elle réfléchit...

Enfin, François Mitterrand a encouragé le Parti socialiste à se démarquer de la rénovation qu'il avait engagée en 1971 : "Il faut faire autrement, ne pas se répéter. Je ne vais pas demander aux responsables actuels du Parti socialiste de faire de l'imitation qui donnerait un mauvais tableau. Il faut qu'ils s'adaptent aux circonstances, mais il ne faut pas qu'ils abandonnent (ils ne sont pas prêts à le faire) leur idéal ; qu'ils s'expriment par quelques grandes idées, quelques grands choix, par quelques grandes orientations. Le socialisme ne peut pas être confondu depuis la deuxième moitié du XIXe siècle, quelle qu'ait été l'évolution des temps, avec le libéralisme intégral qu'on nous propose d'autre part." Mais en se déclarant favorable à la saisine de la Haute Cour dans l'affaire du sang contaminé, il a montré également qu'il pouvait prendre ses distances avec le PS.

Jean-Pierre Bedeï



François Mitterrand a décidé de se lancer dans un nouveau grand chantier : la révision de la Constitution.

Coll. Fondation

◆ LA DOULEUR EN OTAGE ◆

Est-elle vraiment une affaire d'Etat, cette douloureuse et dramatique affaire du sang contaminé ? Un hebdomadaire, cette semaine, n'hésite pas à l'affirmer, et pourtant... Il nous faut, dans la tempête, nous efforcer de garder la tête froide et conserver des capacités de jugement comme de critique. Il y a quelques mois à peine, le malheur des hémophiles n'avait pas rejailli sur le Parti socialiste, via ses ministres au pouvoir en 1985-1986.

Ne devrait-on pas voir, dans cette "affaire devenue d'Etat", les conséquences d'une exploitation cynique et débridée du chagrin des familles à usage de l'opinion publique, à quelques mois des législatives ? Alors que les socialistes se préparent, pour mars prochain, à un combat à la loyale, la campagne n'a-t-elle pas déjà fait des ravages en se servant d'un tout autre registre ?

Par malheur, en raison des connaissances médicales, le taux de contamination par transfusion a atteint près de 50% des hémophiles en France. Ils furent 70% aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas et au Japon, 69% au Canada, 66% en Espagne, 56% en Italie, selon les chiffres de l'OMS. Alors, pourquoi tant de drames et de scandales chez nous, et chez nous seulement ?

Il y a quelques mois à peine, les socialistes furent traités de voleurs, voire d'escrocs dans le financement des partis politiques. On lança beaucoup d'accusations éhontées et injurieuses. Or, le nombre de ceux qui se seraient enrichis personnellement est bien plus important à droite que dans nos rangs (cf. le pointage du "Carnard Enchaîné" du 28/10)...

Aujourd'hui, qui a besoin de prouver que les socialistes seraient des empoisonneurs voire des assassins ? Qui a besoin de s'acharner ainsi, de salir et de blesser les hommes jusqu'à laisser s'exprimer les outrances et la haine hideuse de "Minute", que l'on croyait à jamais perdues dans la nuit et le brouillard ? Le combat politique, l'intelligence et le débat n'ont plus de place quand se déchaînent tant de passions et que l'irrationnel l'emporte.

S'il sera toujours scandaleux et insoutenable de voir mourir des êtres déjà fragilisés, est-il supportable de s'appuyer sur la douleur des uns et l'angoisse des autres pour alimenter de grandes peurs et en appeler au châtiment et au bouc émissaire plus qu'au désir de vérité qui donne à l'homme sa dignité ?

Dans quelques années, quelques mois peut-être, sans doute aurons-nous collectivement honte de ces semaines de déraison...

L.C.-S.

◆

établir et rétablir la vérité

La commission d'enquête parlementaire, demandée par le groupe socialiste, devra entendre toutes les personnalités concernées par l'affaire, car la procédure constitutionnelle prendra beaucoup de temps.

Le moment était grave, il fut aussi émouvant. "Puisque je suis président de la République, je voudrais au moins que chaque famille frappée sache qu'un immense désarroi, un immense effort de solidarité national, une sorte de... comment dirais-je... pardon de la nation à leur égard leur est dû." François Mitterrand sut trouver les mots et le ton, lundi soir. Cette charge lui revenait de droit. Il s'en acquitta avec force et simplicité.

Ouant aux suites à donner sur le plan politique, il en parla en gardien des institutions et dans le respect strict de la loi fondamentale de la République, mais sans oublier ses combats et ses convictions de toujours. Cette Constitution, mise sur pied par le général de Gaulle, a donné à la Haute Cour des pouvoirs qu'elle n'avait pas dans les textes antérieurs. Elargissant à tous les crimes et délits reprochés aux ministres en exercice la saisine de cette juridiction spéciale, le texte de 1958 a finalement vidé de son sens les articles 67 et 68 et fait des ministres des irresponsables juridiques.

Le Général, refusant de laisser ses ministres aux mains des juges de droit commun, ne les a-t-il pas placés au-dessus des lois ? En lui donnant trop d'ambition, il a rendu la Haute Cour inutile. La preuve, depuis 1958, elle ne fut constituée que dans trois législatures sur neuf et n'a jamais siégé.

Comment imaginer de faire comparaître, devant une telle cour, les ministres socialistes à qui l'on reproche de ne pas avoir été suffisamment informés par médecins et scientifiques de l'époque du danger des transfusions ? Bernard Pons n'a pas eu à rendre compte des atrocités d'Ouvéa, Pandraud n'a jamais eu à s'expliquer de la charge des policiers voltigeurs contre Malik Oussekine. Sans parler des affaires plus anciennes... Comme l'a expliqué François Mitterrand devant les journalistes de France 2 et de TF1, "Ces articles consacrent l'impunité ministérielle, il faut changer cela. Je demanderai qu'on modifie ces articles de la Constitution (...). Tant que la Constitution n'est pas réformée, il faut l'appliquer. Ce qui veut dire que le devoir actuel consiste à élire les membres de la Haute Cour de justice et à la faire fonctionner normalement jusqu'à ce qu'une réforme soit adoptée. Il faudra du temps, sans doute, et beaucoup de débats parce que les opinions des différents partis politiques ne sont pas très semblables en la matière."

LES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES EN 1985

C'est à partir de cette promesse et de cet engagement que la procédure d'élection des juges pourra débuter à l'Assemblée pour compléter celle qui avait eu lieu au Sénat. Les parlementaires pourront ensuite être saisis d'une résolution de mise en accusation. Ce texte, qui viendrait du Sénat, doit être voté dans les mêmes termes par les deux assemblées. Longues discussions à prévoir... S'il l'est, l'instruction sera menée par cinq magis-

Alexandre Dubcek

La dernière fois que je l'ai rencontré, c'était en Tchécoslovaquie l'an dernier, dans son bureau de président de l'Assemblée nationale. Nous étions liés d'amitié depuis plusieurs années. L'opposition d'alors demandait sa tête, lui reprochant, à lui l'homme du Printemps de Prague, d'avoir été jadis communiste. Il s'indignait, il tempêtait : il symbolisait pour le monde entier la révolte contre l'ordre soviétique glacé, et voilà qu'on le tenait pour responsable d'un régime qu'il avait combattu au prix de sa propre liberté !

Dubcek était un homme très attachant. Courageux et timide à la fois, proche du peuple, j'aimais son regard, la manière un peu maladroite qu'il avait de se tenir, la tête légèrement penchée, l'amour profond qui le liait à sa femme disparue il y a déjà quelques années, et les larmes qui lui montaient aux yeux lorsque le public européen de 1989-90 -les jeunes surtout- ovationnait en lui le tombeur des dictateurs, quitte à être déçu quelques instants plus tard par le vocabulaire d'apparatchik qu'il continuait d'employer pour dénoncer l'époque des apparatchiks.

Un accident de voiture l'a emporté. Beau chemin, grand courage, je veux rendre hommage à Alexandre Dubcek, patriote tchécoslovaque, ancien dirigeant communiste devenu profondément social-démocrate, l'un de ceux qui, à l'Est, ont dégelé la banquise.

Un destin de droiture qui honore tout le siècle.

Laurent Fabius

■ ENTRETIENS DE SOLFERINO ■

"L'identité masculine"
jeudi 3 décembre de 20 h à 22 h
salle Marie-Thérèse-Eyquem
10 rue de Solferino,75007 Paris
avec Gérard Lindeperg,
secrétaire national à la Formation et à la Coordination.
Invitée : Elisabeth Badinter, écrivain-philosophe,
auteur de "XY, de l'identité masculine".
☎ *45.56.78.68*

trats de la Cour de cassation pour décider qui serait finalement déféré devant cette juridiction. Sans attendre, le groupe socialiste du Palais-Bourbon vient de déposer la demande de création d'une commission d'enquête sur "les connaissances scientifiques et la lutte contre le sida durant la dernière décennie." Cette commission, qui sera publique, devrait pouvoir entendre tout le monde et faire le point sur les informations, au moment des faits et plus tard aussi.

DES SILENCES ELOQUENTS

Il est vrai que l'on a peu ou pas entendu les responsables de la santé et du ministère de 1986 à 1988. Les silences de Michèle Barzach et Philippe Séguin sont tout de même éloquents et la presse ne se montre guère curieuse à leur égard... Convoqués devant une commission, ils ne pourront se dérober et devront bien répéter ce qu'ils disaient à l'époque. "Tout ce qui devait être fait a été fait, plusieurs milliers de nouveaux cas de sida ont pu être évités par les mesures prises en juillet 1985", assurait Michèle Barzach en réponse à une question d'actualité, le 26 novembre 1986, devant l'Assemblée. Comment auraient-ils d'ailleurs pu parler autrement, eux qui refusèrent l'indemnisation des contaminés ? Tous les avis allaient dans le même sens, ainsi que l'a rappelé le professeur Jean Bernard, l'éminent hématologue, devant Christine Ockrent.
Pour preuve, le rapport Choussat sur "L'Hôpital et le sida", rédigé par un groupe de travail composé de spécialistes de très haut niveau, comme les professeurs Rozenbaum et Henrion. Remis en 1987, il affirme aussi : "Depuis 1985, des précautions très importantes avaient été prises pour les hémophiles." Il constate en outre : "Parmi les séropositifs, une fraction non négligeable n'est pas porteuse du virus même si elle a été en rapport avec lui", et un peu plus loin : "La communauté scientifique n'est pas capable de dire aux séro-positifs s'ils vont évoluer vers le sida et dans quel délai." Si les ministres, en 1987, recevaient ce genre d'information, comment reprocher à ceux de 1985 d'en n'avoir pas su davantage ?
De la même façon, Mme Barzach n'a jamais pénalisé Garretta pour son travail de 1984-1985. Au contraire, un décret pris conjointement par les ministères de la Santé, des Affaires sociales et de l'Intérieur mit fin, en 1987, aux fonctions du seul commissaire du gouvernement au conseil d'administration du CNTS. Cet unique représentant de l'Etat, ce droit de regard si limité, disparut donc par la volonté de Chirac. Garretta devenait encore plus libre, et l'Etat encore moins présent, dans cette fondation de droit privé.
La vérité reste à dire par tous et pour tous. Il faut aussi qu'elle soit entendue.

Lyne Cohen-Solal

LE CONTRAT DU PS

protéger et réformer

Frappé de plein fouet par l'exploitation de l'affaire du sang contaminé, le PS doit également faire face à la préparation des législatives. Le bureau exécutif a adopté le contrat-programme qui fait le bilan de dix ans de réformes et trace de nouvelles perspectives



▲ *Un bilan de dix ans des socialistes au pouvoir, un contrat-programme pour la prochaine législature.*

Insaisissables écologistes ! Ils ne sont pas disposés à nouer un accord avec le PS comme devraient le confirmer les assemblées générales des Verts et de Génération écologie qui se tiennent ce week-end. Ils présenteront des candidats uniques lors des prochaines élections législatives et maintiendront leur candidat au second tour chaque fois que cela sera possible, ou bien ne donneront pas de consigne de vote. Ils n'ont pas réalisé pour autant leur union et chacune des deux organisations écologistes ira à la bataille avec son programme. De quoi dérouter les électeurs...
En attendant que la question des alliances se clarifie, les socialistes ont adopté leur contrat-programme pour la prochaine législature. Il fait d'abord le bilan de dix ans de réformes des socialistes au pouvoir.

LE CITOYEN D'ABORD

La deuxième partie s'intitule "protéger les citoyens". Les mesures préconisées concernent la dignité et la sûreté des personnes avec, notamment, la promotion du contrat d'union civile, la rénovation de l'Education nationale (déconcentration de la gestion et de la politique des programmes, définition de contrats éducatifs locaux pour les établissemnts scolaires, accueil, dans le cadre du service public, des enfants dès l'âge de deux ans), le refus d'une protection sociale à deux vitesses, la consolidation du système de retraite par répartition, le financement de la Sécurité sociale. Elles prévoient également des règles assurant la transparence de l'économie, la mobilisation d'initiatives pour une politique industrielle, le développement de l'économie mixte en suscitant "l'initiative publique lorsque l'initiative privée est défaillante et en continuant à ouvrir le capital des entreprises publiques concurrentielles au service des stratégies industrielles." Ce chapitre traite également des rapports entre la ville et la campagne en favorisant un développement équilibré du territoire (maîtrise de l'espace urbain avec une priorité aux transports collectifs et une relance du logement social locatif, promotion du monde rural avec une adaptation des services publics).

L'EUROPE EN LIGNE DE MIRE

Le troisième chapitre propose les moyens de "réformer la société". Objectif prioritaire : réduire le chômage de longue durée. Dans cette perspective, les socialistes veulent favoriser une initiative européenne de croissance, développer et aménager le travail en ouvrant des négociations par branche (temps partiel, semaine de quatre jours, retraite progressive), encourager le partage du travail, freiner les licenciements des plus de cinquante ans. Ils souhaitent également garantir à chacun une deuxième chance (droit à la mobilité et à la reconversion professionnelle). Ils souhaitent "aller vers la codécision dans l'entreprise" (participation des salariés aux conseils d'administration des grandes entreprises privées, droit de regard syndical en matière de plan de modernisation).
En matière d'environnement, le contrat préconise, entre autres, une réforme des enquêtes publiques, la création d'un service civil volontaire et européen de "casques verts". Il envisage aussi de développer la démocratie en renforçant le rôle du Parlement et en facilitant l'accès de tous aux fonctions électives. Enfin, les socialistes se prononcent pour un approfondissement de l'Europe sociale. Ce contrat sera soumis à l'approbation de la Convention nationale du 28 novembre qui donnera également les investitures pour les législatives.

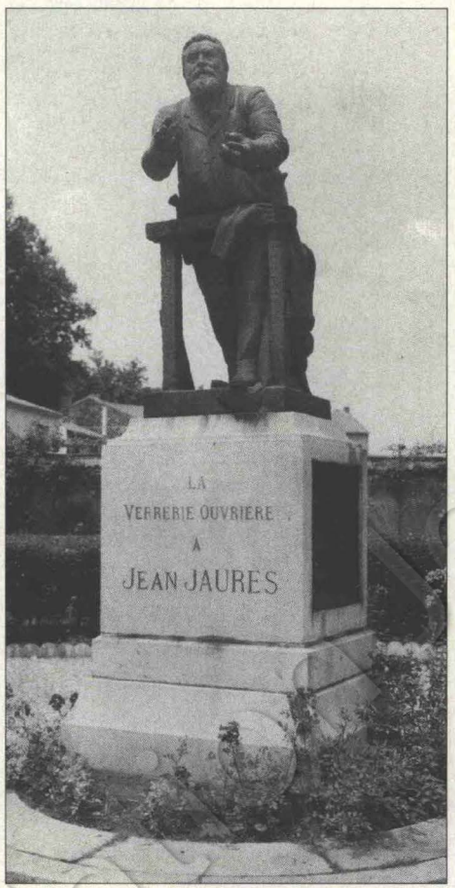
J.-P.B.

bon anniversaire, Carmaux

Le 19 novembre sera un jour de fête à Carmaux. Cette ville du Tarn de 10.000 habitants célébrera cent ans de municipalité socialiste.

Un sacré bail qui a commencé le 1er mai 1892, au cœur des luttes ouvrières. Depuis un siècle, Carmaux n'a connu que quatre maires, tous socialistes. Jean-Baptiste Calvignac, ouvrier mineur, a dirigé cette commune de 1892 à 1930. Louis Fieu lui a succédé jusqu'en 1944. Elu et mort en déporation, Augustin Malroux n'a pu exercer son mandat. C'est Jean Vareilles qui, de 1945 à 1977, le remplaça avant de transmettre le flambeau à l'actuel maire, Jacques Goulesque.
Carmaux a eu un député prestigieux : Jaurès, de 1893 à 1914, avec une interruption lors de l'affaire Dreyfus, entre 1898 et 1902. En 1895, de la verrerie de Carmaux est parti un grand mouvement de révolte, appuyé par Jaurès, qui devait conduire à la création de la coopérative ouvrière. Le 19 novembre, à l'issue du sommet franco-espagnol qui se tiendra à Albi, François Mitterrand, accompagné de Paul Quilès, candidat du PS aux élections législatives dans le Tarn, se rendra dans cette salle chargée d'histoire. Il inaugurera le centre culturel Jean-Baptiste-Calvignac. A cette occasion, il se souviendra certainement qu'il avait donné, en 1980, à Carmaux, le coup d'envoi de la campagne électorale qui devait le mener à l'Elysée...

J.-P.B.



FRONT NATIONAL

vingt ans, ça suffit !

La violence antisémite ou xénophobe a provoqué enfin de salutaires réactions en Allemagne (voir page 17) et en Italie. Les manifestations organisées à l'occasion du cinquante-quatrième anniversaire de la "Nuit de cristal" ont été de pleins succès. En Allemagne, 300.000 personnes de tous les bords de l'opinion démocratique ont défilé à Berlin. En Italie, lycéens et étudiants se sont mobilisés par dizaines de milliers.
En France, c'est à l'égard de la presse que s'est manifestée la violence de l'extrême droite. Pour remobiliser ses militants et faire de nouveau parler de lui, Jean-Marie Le Pen et ses grognards, lors de la fête bleu-blanc-rouge qui consacrait leur 20e anniversaire, ont lâché leurs chiens contre les journalistes. Projection de l'émission de FR2 consacrée au FN (avec un résultat contraire au but annoncé, les militants plébiscitant les équivoques racistes et pétainistes), interdiction d'un reporter de RMC, autocollant appelant à gifler les journalistes et propos de Roger Holleindre justifiant préventivement l'agression : la charge était trop énorme pour rester sans résultat. Un éclairagiste de TF1 a été frappé à la nuque, des journalistes de RFO couverts de crachats ou molestés, d'autres copieusement insultés. Le Pen et ses sbires ont-ils pensé que le divorce entre la presse et l'opinion était suffisamment avancé pour se permettre de susciter ce genre d'agissement fasciste ? Ou ont-ils cru que la presse serait assez bête pour tomber une nouvelle fois dans cette provocation ? Dans ce cas, c'est raté. Le discours de Jean-Marie Le Pen a été boycotté par la plupart des médias et son programme totalitaire (qui mérite vraiment les oubliettes de l'histoire) tu, à l'exception des mesures de mise en coupe réglée des journalistes. Un silence dont nous sommes, bien sûr, solidaires.

B.C.

BREF... EN BREF... EN

■ **Mission accomplie : l'ANPE a reçu les 900.000 chômeurs de longue durée et leur a proposé une solution pour sortir de leur situation, "dans tous les cas où c'était possible". Martine Aubry a donné ces informations aux députés qui examinaient le budget de son ministère.**

■ Le bâtiment a une activité inférieure à celle de 1983. Les mises en chantier sont moins nombreuses qu'en 1954. Une enquête de l'INSEE confirme ces chiffres, donnés par le ministère de l'Equipement, en faisant état d'une baisse importante des demandes de logements neufs.

■ **Salsigne, la seule mine d'or française, située dans l'Aude, va être réouverte à la fin du mois de novembre. Ainsi en a décidé la société Prisme, à capitaux français, britanniques et australiens, qui l'a reprise après sa fermeture. Les cent-soixante-cinq mineurs, qui avaient été licenciés il y a un an, vont être réembauchés peu à peu.**

■ Renault-véhicules-industries doit annoncer 2.500 suppressions de postes l'an prochain, sur un total de 17.000 salariés, selon la CGC. La direction a confirmé que "des décisions devront être prises dans les prochaines semaines."

■ **Le commerce extérieur de la Chine a enregistré une hausse de 10% sur un an. Selon les estimations officielles, la croissance du pays serait de 12% en 1992.**

■ Un accord sur la formation professionnelle continue et les contrats d'insertion en alternance a été signé par le patronat du bâtiment et des travaux publics et l'ensemble des syndicats. Cet accord prévoit de renforcer la cohérence et l'efficacité des structures de formation, fait passer les cotisations des entreprises de moins de dix salariés de 0,15% à 0,22% de la masse salariale et crée un congé individuel de formation.

■ **L'encours de la dette publique atteignait 1.999 milliards à la fin du mois de mars. Soit une hausse de 10,5% sur un an.**

■ FO a demandé au premier ministre de réaffecter à l'Unedic la contribution de 1% versée depuis 1982 par les fonctionnaires. Destinée, à l'époque, à renflouer les caisses de l'assurance-chômage, elle n'y a été affectée que pendant dix-huit mois. En 1992, il s'agit de 4,6 milliards, selon FO.

■ **C'est une candidate de la CGC qui a été élue à la tête du comité d'établissement du siège de Renault à Boulogne-Billancourt. L'usine de l'île Séguin ayant été fermée et les autres services regroupés, ce succès de la CGC montre la prédominance, aujourd'hui, des "cols blancs" à Billancourt.**

BERNARD LAZARE

un juste

"Le premier des dreyfusards, celui dont sont issus presque tous les autres" (1). Pour la postérité, le nom de Bernard Lazare est indéfectiblement attaché à l'affaire Dreyfus. Jean-Denis Bredin, dans son dernier livre, raconte ce combat pour la vérité et la justice et montre qu'il ne fut pas le seul.



On a retenu de l'affaire Dreyfus qu'elle fut un affrontement entre deux France et on a tendance à laisser dans l'ombre les épisodes antérieurs. Comme si l'innocence de Dreyfus avait, pour cette France qui finira par le défendre, coulé de source dès le premier jour. Pourtant, entre le 22 décembre 1894 où le capitaine Dreyfus fut condamné à la déportation perpétuelle et à la dégradation militaire et le 13 janvier 1898 où parut dans l'Aurore le "J'accuse" de Zola qui "change le destin de l'affaire" (2), plus de trois ans se sont écoulés.

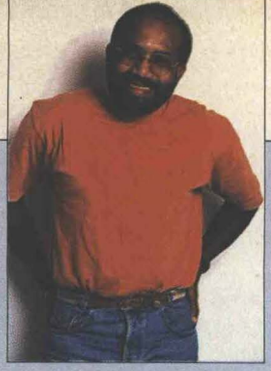
La cohorte des dreyfusards va grandir pendant ces trois années mais très progressivement. Personne ne crut au départ à l'innocence de Dreyfus. Ni Zola, écrivain installé guignant l'Académie française où il s'était présenté pour la dix-huitième fois. Ni Jaurès, qui n'avait pas encore effectué contre Guesde ce tournant stratégique, aux conséquences incalculables sur le socialisme français, qui consista à mettre la justice au-dessus de l'appartenance de classe. Ni Clemenceau, qui accepta d'intégrer Bernard Lazare à son nouveau journal, "l'Aurore", à la condition qu'il ne parle pas de Dreyfus. Personne sauf sa famille, son frère Mathieu en tête, son avocat, Demange, et un jeune journaliste-écrivain qui n'avait pas trente ans, Bernard Lazare. L'anecdote veut que ce soit le directeur de la prison de la Santé qui ait suggéré aux deux sœurs du détenu de faire appel à un journaliste réputé pour défendre la cause de Dreyfus. Il cita deux noms : Lazare et... Drumont. Les deux hommes se situaient à l'opposé de l'échiquier politique.

Drumont, auteur de la "France juive" était un antisémite forcené et ne pouvait évidemment pas convenir. Lazare était

> **UN HOMME QUI S'ACHARNA A SERVIR LA JUSTICE**

anarchiste et juif. Originaire de Nîmes, il avait appartenu au mouvement symboliste. Ses premiers écrits sur l'antisémitisme, dont il s'éloigna par la suite, étaient plus qu'ambigus : des antisémites comme Drumont ou Maurras n'ont cessé de les utiliser. Mais l'affaire Dreyfus lui dévoila que l'antisémitisme "fait partie de la société française". "Un jour, je me suis réveillé d'un songe, écrit-il. Je me suis réveillé juif et j'ignorais ce qu'était un juif" (3). Sollicité, il n'hésita pas, bien que la famille du bourgeois Dreyfus fût à mille lieux de ses idées libertaires auxquelles il resta fidèle en toute circonstance et du type social qu'il prônait. Mais ce Lazare si brutal, coléreux et même frénétique, cachait, dira Péguy "une douceur, une bonté, une tendresse mystique". "Toute la vie de Lazare, démentant la fureur des mots, dira cette extraordinaire bonté qui l'anima, et peut-être le brisa." Comme Zola, il resta toujours fidèle à Dreyfus, même quand certains des dreyfusards, dont son ami Péguy, ne le trouveront pas à la hauteur de sa cause : "Je ne sais pas ce qu'ils lui veulent. Parce qu'il a été condamné injustement, on lui demande tout, il faudrait qu'il ait toutes les vertus. Il est innocent, c'est déjà beaucoup"(4). Il ne témoigna aucune amertume quand la montée en ligne de Zola, de Clemenceau, de Jaurès le mit au second plan. Il était déjà parti pour défendre d'autres causes.

"Du jour au lendemain, je fus un paria", concluait-il de son acceptation de la défense de Dreyfus. Cet israélite assi-



▲ *Patrick Chamoiseau, prix Goncourt 1992.*

◆

LES LAURIERS POUR LA FRANCOPHONIE

Rarement les deux grands prix littéraires auront fait autant plaisir et seront aussi bien venus. Et, comble de la satisfaction, ils mettent à l'honneur un Goncourt martiniquais et un Renaudot franco-belge. Après le plus modeste mais tellement symbolique prix du Jeune Ecrivain attibué à une Chinoise de 19 ans écrivant, à Pékin, le français dans le texte, les lauriers de Patrick Chamoiseau et François Weyergans consacrent la francophonie et toute l'action, menée de longue main, pour le développement de la langue française dans le monde.
Qui plus est, "Texaco", le roman de Patrick Chamoiseau (que "Vendredi" signalait à ses lecteurs dès le 18 septembre) est un fait culturel majeur. Dans "Texaco", Marie-Sophie Laborieux raconte deux siècles d'histoire de la Martinique : de l'esclavagisme à la liberté, dans une langue voulue, forgée par Chamoiseau, et qui est l'expression de l'identité créole. Il y a quatre ans, le futur prix Goncourt avait fait le serment avec deux autres écrivains antillais, Jean Bernabé et Raphaël Constant, qu'ils seraient les créateurs, les accoucheurs de la littérature créole. "Texaco" en est l'étincelant premier témoignage.

J.G.

Gallimard, 444 p., 120 F.

◆

milé, qui avait semblé dans un premier temps s'en distinguer, se tourna vers ces parias que sont les juifs persécutés. Séduit par les thèses d'Herzl, qui subira également le choc de l'affaire Dreyfus, il adhéra au sionisme. Mais Herzl était trop bourgeois et trop manœuvrier à son goût. Son sionisme était idéaliste : il ne se rattache à aucun Etat, aucun territoire, aucun drapeau. La rupture avec Herzl consommée, il devint l'inlassable porte-parole des misères et des souffrances des juifs de l'Est. Jusqu'à sa mort, à l'âge de trente-huit ans.
Qui fut finalement Bernard Lazare, s'interroge en conclusion de son passionnant livre, Jean-Denis Bredin : "Un héros. Si le courage suffit à désigner le héros. Un prophète ? Mais nulle foi ne l'a conduit et il n'a parlé pour aucune religion. Un saint ? Mais le saint est sacré, il est irréprochable, il inspire la vénération. Lazare ne fut sans doute qu'un Juste, au sens de la tradition judaïque, un homme qui porta le poids de ses défauts mais qui s'acharna, s'épuisa à servir la Justice."

Bernard Chaouat

(1) Léon Blum, "Souvenirs sur l'affaire", Gallimard, 1935, réed. 1991, coll. Idées, avec une préface de Pascal Ory.
(2) "Bernard Lazare, de l'anarchiste au prophète", de Fallois, 432 p. 140 F.
(3) Bernard Lazare, "Le Fumier de Job", Rieder 1938, réed. 1990, Circé.
(4) Charles Péguy, "Notre jeunesse", Gallimard.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

le pari de Sarcelles

Mener à la réussite des jeunes souvent orientés après l'échec en lycée professionnel : c'est le projet d'établissement du lycée Fernand-Léger, à Sarcelles. Ce pari difficile est déjà gagné pour 60% des élèves qui arrivent jusqu'au bac.

"Au collège, j'avais du mal dans les matières générales. On m'a envoyé en quatrième technologique. Cela a bien marché et je me suis retrouvé en seconde technique. Ce n'était plus le même rythme, il fallait s'accrocher. Je bossais beaucoup, jusqu'à minuit parfois." Effort payant. Aujourd'hui, Richard (19 ans), en échec ou presque au collège, prépare son bac F1 (productique) et compte bien continuer jusqu'au diplôme universitaire de technologie (DUT) de génie électrique. Manuel (20 ans), lui, voulait être pilote de chasse. Mais en 6e, 5e, "les études ne m'intéressaient pas, je faisais des avions en papier pendant les cours." Pas suffisant pour devenir pilote... Manuel se retrouve en CAP de mécanique. "Mes parents étaient très déçus. Pour eux, c'était une impasse." Aujourd'hui, Manuel est en terminale. Devenir pilote de chasse ? Le rêve est à sa portée. Deux exemples parmi beaucoup d'autres qui justifient le plaidoyer de Jean Glavany, secrétaire d'Etat, venu fêter la semaine de l'enseignement technique au lycée Fernand-Léger de Sarcelles, celui de Richard et Manuel : "L'enseignement technique, c'est à la fois la capacité de donner des diplômes qui débouchent sur des emplois et aussi la possibilité de poursuivre jusqu'aux plus hauts niveaux, de devenir technicien supérieur ou ingénieur."

POUSSER LES ELEVES AU MAXIMUM

A Sarcelles, on ne baisse pas les bras devant l'échec scolaire.
"Notre projet d'établissement est d'être le lycée de la réussite pour des élèves qui ont souvent connu des difficultés au collège, affirme avec conviction le proviseur, Mme Soulas. Comment ? "Nous poussons les élèves au maximum. Des enfants qui étaient en échec en troisième ont ici la possibilité d'aller loin." Leur parcours est facilité par la présence dans ce lycée polyvalent, à la fois technique et professionnel, de toutes les filières et classes passerelles du CAP au BTS. A Fernand-Léger, on entre au lycée professionnel et on sort souvent, BTS en poche, technicien supérieur. Pour Mme Soulas, "l'échec scolaire, c'est d'abord l'appel au secours d'un enfant, un échec socio-affectif avant d'être une question de niveau." Familles éclatées, chômage, parents non francophones, pour aider les jeunes à sortir de la galère, madame le proviseur parie sur l'équipe enseignante et la discipline : "Les profs sont souvent des individualistes. Le fait de



◀ *L'enseignement technique, c'est aussi la possibilité de poursuivre jusqu'aux plus hauts niveaux.*

vivre dans un environnement difficile les rend très solidaires. Ils sont humains, compréhensifs, conscients des réalités des gamins. Ils ont un savoir-faire de gens habitués à travailler en ZEP." Joël Cohen, professeur de maths, confirme : "Nos élèves sont habitués depuis le collège à s'entendre dire qu'ils sont nuls. Il faut leur redonner confiance, les remotiver, leur expliquer que le BEP n'est pas une voie de garage mais mène quasi automatiquement au bac."



Autre ingrédient de la réussite, le respect de la discipline : retards, absences sont durement sanctionnés jusque, dans les cas extrêmes, au retrait des allocations familiales pour les familles qui n'envoient pas leurs enfants à l'école. Soutien scolaire personnalisé et respect des règles, le système fonctionne : 60% des jeunes orientés en BEP à la fin de la troisième arrivent au bac.

Autre atout de l'établissement, ses relations avec les entreprises : cinq PME locales ont parrainé la création du nouveau BTS d'informatique industrielle.

Reste un point noir : le "racisme" des patrons et responsables d'entreprise. Dans ce lycée cohabitent des jeunes de vingt-trois origines différentes, Algériens, Camerounais, Vietnamiens... Or, la première question, lorsque l'élève téléphone à la recherche d'un stage, est bien souvent : "Etes-vous blanc ?" "Un obstacle terrible, souligne madame Soulas. Nous devons souvent intervenir, expliquer qu'il s'agit d'excellents élèves, sérieux, compétents. Et nous ne réussissons pas toujours à ce qu'ils soient acceptés."

Malgré le rejet, le chômage, les difficultés de tous ordres, plus de la moitié des jeunes décrochent leur bac. La France manque de techniciens et d'ingénieurs. Les chances de trouver un emploi sont aujourd'hui plus élevées avec un bac F industriel ou un BTS qu'avec un bac B, des études supérieures inachevées ou certains DEUG. Reste encore à en convaincre jeunes, familles et enseignants et à améliorer l'image d'un enseignement technique qui, malgré la réalité des débouchés et les campagnes répétées, continue à souffrir d'une image dévalorisée.

Patricia Jaffray

ENTREPRISES

investir davantage dans la formation

100% de bacheliers, large contribution des entreprises à la formation des jeunes en échec scolaire, en temps et en argent, intervention de professionnels dans le système éducatif.

Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider, vient de remettre à Jack Lang un rapport (1) sur la formation des jeunes qui est aussi une défense de l'enseignement technique.

83,5% des jeunes atteignaient le niveau CAP-BEP en 1985, ils sont aujourd'hui 93,8%. L'évolution est la même pour le bac, où les taux d'accès sont passés de 37,75% à 55,5%. Ce mouvement vers les 80% a pourtant un effet pervers : les jeunes ont compris le message comme 80% de bacheliers de l'enseignement général. Les filières techniques restent les mal aimées de l'école française. C'est cette inadaptation du système que dénonce Didier Pineau-Valencienne, qui incrimine le "modèle scolaire français trop uniforme, l'absence de valorisation des filières techniques, le trop faible développement des bacs technologiques et, surtout, le cloisonnement qui existe encore, en dépit des progrès accomplis, entre mondes de l'éducation et de l'entreprise." 20.000 contrats de jumelages ont déjà été signés, c'est encore trop peu, déplore le PDG de Schneider, en soulignant le manque de techniciens supérieurs en France.

UNE DEUXIEME CHANCE

Plus grave encore, 92.000 jeunes ont, en 1990, quitté le système éducatif sans qualification et 95.000 étudiants sont sortis de l'enseignement supérieur sans aucun diplôme. Pour Didier Pineau-Valencienne, les entreprises ont un rôle fondamental à jouer dans l'accueil des jeunes, et notamment des jeunes en échec scolaire. Objectif : "Hisser à terme, sans que baisse le niveau de ce diplôme, 100% d'une classe d'âge au baccalauréat, soit par la voie directe, soit via l'octroi d'une deuxième chance." La deuxième chance, c'est celle que les entreprises pourraient offrir en investissant davantage dans la formation. "Un des rôles de l'entreprise est de tout faire pour éviter l'exclusion", martèle Didier Pineau-Valencienne. Ce qui suppose des investissements en argent et en temps : "L'accueil des jeunes implique une certaine réorganisation du travail dans l'entreprise. La fonction de tuteur ou de maître d'apprentissage doit être formellement reconnue."

Le patron de Schneider milite également pour des "enseignements modulaires, afin que les jeunes bénéficiant de cette deuxième chance puissent accumuler à leur rythme des unités capitalisables."

Autre constat quelque peu iconoclaste : "Les privilèges liés au diplôme, très souvent pour la vie, et "l'étiquette" attachée au fait de sortir de certaines écoles, doivent disparaître, l'expérience et les qualités personnelles doivent peser plus lourd que les diplômes obtenus à vingt ans." Et D. Pineau-Valencienne de souligner que "les patrons de trois grandes entreprises autodidactes sont deux fois plus nombreux outre-Rhin (trente et un contre seize) et qu'un PDG allemand sur quatre a commencé comme apprenti. En France, deux écoles, Polytechnique et l'ENA, fournissent plus de 45% des patrons des sociétés-mères." Avis aux entreprises qui préfèrent licencier et réengager que former leur personnel pour lui permettre de progresser. Les dépenses d'éducation représentent 6,7% du PIB. L'apport des entreprises n'est que de 6% du total. Il reste encore du chemin à faire...

P.J.

(1) Formation et emploi des jeunes. Constats et propositions d'un chef d'entreprise.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...

■ A l'occasion de la journée de lutte contre le sida, le 1er décembre, le ministère de l'Education nationale lance un concours de messages radio "Paroles de lycéens sur le sida". Une enquête dans l'académie de Grenoble montre que la progression du virus arrive au premier rang des préoccupations des lycéens, avant le chômage.

■ Les programmes d'histoire de l'art seront renforcés au collège et au lycée. A la fin de sa scolarité, chaque élève devra avoir étudié à fond une œuvre d'art... Une décision de Jack Lang qui annonce également la création d'une option "histoire des arts" au bac.

■ Près du tiers des étudiants français (393.000) sont en Ile-de-France. Avec 220.000 inscrits, les huit universités parisiennes continuent à peser d'un poids énorme mais leur croissance, 2,5%, est très inférieure à celle des académies de Créteil et Versailles, (8% et 6%).

■ La démocratisation des 30 dernières années est sensible : le poids relatif des enfants d'ouvriers a plus que doublé. Cependant, la population étudiante présente encore en 1990-1991 une "image inversée" par rapport à la population des jeunes Français : les enfants de cadres représentent 30% des effectifs étudiants (contre 12% des jeunes), ceux d'ouvriers un septième (1/3 des jeunes).

DOSSIER

m POUR UN TERRITOIRE osaïque

L'agriculture n'incarne plus, à elle seule, l'avenir du monde rural. Les agriculteurs ne représentent plus que 6% de la population active. Ils posent la question de leur devenir, comme celle de la place qu'ils seront capables de tenir dans le monde rural. C'est à la société, dans son ensemble, de répondre. Ce débat met en scène toutes les grandes questions de notre temps : la cohésion sociale, l'équilibre territorial, la ville, le vivant, l'identité... Il concerne bien plus que les 20% de gens habitant les 80% du territoire.

Jean-Pierre Balligand est député socialiste, maire d'une petite ville du monde rural et féru d'aménagement du territoire. Bertrand Hervieu est sociologue, spécialiste des questions agricoles et rurales.
Débat sur l'agriculture et le rural, passionné, passionnant, qui porte en germes toutes les grandes questions de cette fin de siècle.

Si l'agriculteur trouve si difficilement une nouvelle place, n'est-ce-pas parce qu'il reste avant tout attaché à une fonction de production ?

Bertrand Hervieu. Si la complète identification entre agriculteur et producteur a si bien fonctionné, c'est que les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962, point de départ de l'agriculture actuelle, ont été aussi l'aboutissement législatif de trois réalités. Elles ont d'abord correspondu à la volonté de jeunes paysans d'entrer dans le circuit économique et de sortir d'une relative autarcie. Ensuite, elles ont traduit la volonté de la Ve République de moderniser l'appareil économique

Dossier préparé par Maryline Trassard



Fondation Jean Jaurès



L'animal n'est plus qu'un instrument.

LA FRANCE EN FRICHE ?

C'est la grande menace : les agriculteurs s'en vont et le territoire français se couvre de broussailles. Retour à la nature sauvage et hostile ? A partir de l'exemple de la Basse-Normandie, (où l'on prévoyait, à l'horizon de l'an 2000, une diminution de 28,5% de la surface agricole utilisable), Catherine Laurent, dans une thèse, démonte ces prévisions alarmistes. Le premier résultat de ses enquêtes est plutôt le manque de terres. Il n'y a pas, dans le paysage, de signes objectifs permettant de "voir" plus de déprise qu'il y a 20 ans. En outre, il est impossible de déceler une relation entre l'aspect des parcelles et les résultats économiques de l'exploitation. Des exploitants peuvent choisir une utilisation des parcelles plus extensive en capital sans que cela ne se traduise par un abandon de ces parcelles, même si leur physionomie en est changée. Inversement, des agriculteurs à la veille de la retraite peuvent passer du temps à entretenir leurs prairies et l'aspect bien entretenu ne peut être alors interprété comme un signe de bonne santé de l'exploitation.

Il est ensuite apparu que les exploitations conformes au modèle standard de l'agriculture professionnelle (ménages agricoles disposant des seuls revenus de l'activité agricole), sur le fonctionnement desquelles se fondaient les prévisions, étaient minoritaires : 25% des exploitations. Il existe de nombreuses exploitations à temps partiel, détenues en partie par des retraités ou des ménages en situation de repli, qui ont besoin de l'activité agricole pour survivre. La crise économique globale, qui affecte les revenus et réduit les possibilités d'emplois alternatifs pour les agriculteurs, tend à ralentir la disparition des exploitations.

Nier la perspective d'une déprise agricole massive à l'horizon 2000 ne s'entend pas facilement, notamment parce que "reconnaître qu'il n'y a pas de déprise agricole peut être interprété comme une minoration des problèmes de l'agriculture, ce qui est faux", conclut Catherine Laurent.

"L'Agriculture et son territoire dans la crise". Thèse de doctorat en sciences économiques. Université Paris VII.

du pays, passant par la modernisation de l'appareil agricole, pour fournir une alimentation à moindre prix et dégager une main-d'œuvre pour l'industrie. Ces lois traduisaient enfin les aspirations morales et éthiques de la jeunesse agricole catholique (JAC), avec le slogan : "La charité doit se faire technicienne." Pour ces agriculteurs, leur métier, c'était nourrir les hommes ou nourrir leurs frères. Plus ils produisaient, plus ils gagnaient d'argent, plus ils servaient la nation et plus ils étaient en conformité avec leurs aspirations morales. Une sorte d'état de grâce comme on en rencontre peu dans une politique publique. On passait de l'archaïsme à la modernité, du paysan entretenant sa famille et son patrimoine à un métier qui avait un sens, lié à la production.

Jean-Pierre Balligand. La France est un pays unique, où chaque village a sa structure, ses chemins : c'est l'agriculture qui a dessiné la France mosaïque, non l'industrie. Mais l'application des lois de 1960-62 et de la PAC, que les agriculteurs ont coréglementée, a abouti à une "déterritorialisation" de la production agricole, du fait des formidables progrès dans la reproduction, dans les sélections de céréales... On allait inéluctablement vers trente départements producteurs. La France mosaïque disparaissait. C'est cette évolution qui crée la crise. En outre, beaucoup de producteurs se séparaient de leur personnel.

Les agriculteurs qui se sont efforcés de transformer ou de commercialiser leur production sont très minoritaires.

J.-P. B. C'est plutôt le fait des petits paysans. En Bretagne, par exemple, le militantisme agricole chrétien, participatif, a développé une pédagogie démontrant qu'il fallait se battre pour les sociétés de commercialisation, les coopératives...

Mais la grande paysannerie française des régions productivistes de la Beauce, de la Brie et de la Picardie est devenue une bourgeoisie rurale prospère, en abandonnant la transformation. On a d'abord fait de la concentration foncière. Et non seulement on allait faire de plus en plus de céréales, mais aussi de la viande, hors-sol évidemment, sur le modèle des ranchs à l'américaine. Et on allait concentrer toutes ces activités autour de Paris, de la Belgique, du Nord et de l'Est de la France.

On n'est pas allé jusqu'à ce point de concentration.

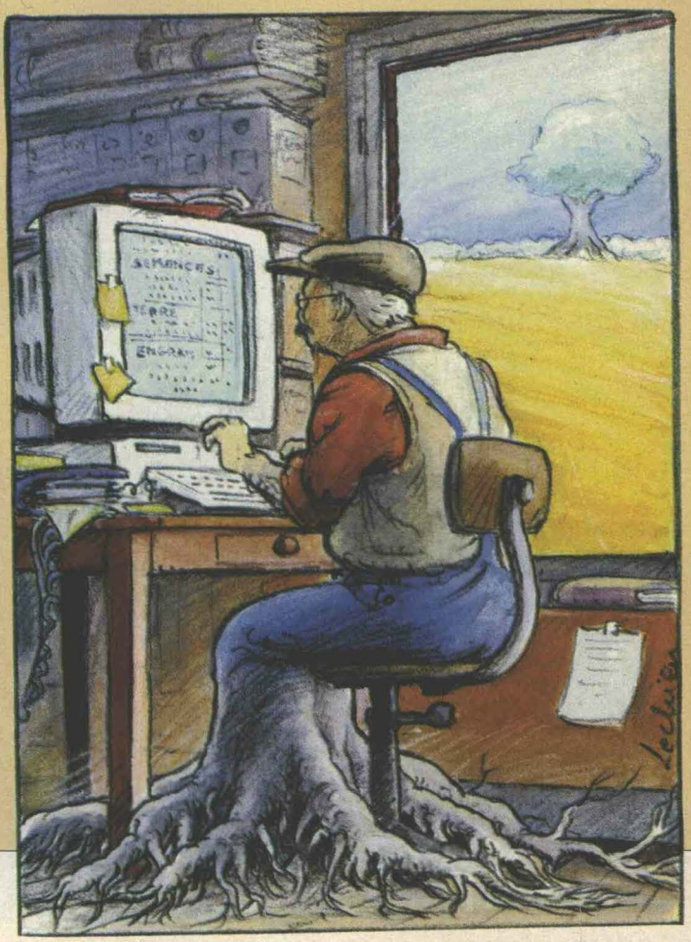
B.H. C'est ce qui est à l'œuvre. La population active agricole est inversement proportionnelle à son volume de production : 20% de la population active sur 20% du territoire assurent 80% de la production. Les départements en tête pour deux ou trois productions sont tous situés au nord de la Loire. Une prise de conscience s'est opérée à l'occasion du débat sur la nouvelle PAC qui fait passer du quantitatif au qualitatif, de la production à la personne. Auparavant, on faisait comme si l'agriculture, non seulement n'était pas concernée par le déménagement du territoire, mais en était le contrepoint. C'était faux. Le projet du poulailler Pohlman, qui devait abriter 5,5 millions de poules, l'a démontré : il aurait suffit de six poulaillers de ce type pour assurer la production

Nos sociétés ne supporteront pas durablement que l'on gère le vivant comme une chose.

avicole française. Et cela pouvait s'appliquer aux porcs, aux veaux... Cet exemple révèle une exacerbation du passage de l'agriculture à l'industrie. Cette évolution est concomitante avec la revendication des jeunes agriculteurs, à la fin des années 60, de regarder la terre comme un outil de travail et non plus comme un patrimoine.

La terre, un outil dont parfois on peut se passer...

B.H. Un outil dont on peut se passer puisque les agriculteurs bretons ont inventé l'agriculture hors-sol. Le foncier est devenu complètement abstrait. Le constat de Braudel, la "France est diversité", était rejeté du côté de l'archaïsme paysan. On voit ainsi que la question agricole est aussi celle du sens à donner à des territoires. La crise des banlieues et la crise de l'espace rural sont liées. Les banlieues sont parfois devenues des lieux monofonctionnels, en l'occurence des lieux dortoirs. Des campagnes sont aussi devenues des lieux monofonctionnels : un simple lieu de production et d'une seule production, alors



qu'elles étaient des lieux d'une complexité, d'une richesse extraordinaire. Monoproduction d'un côté, monofonction résidentielle de l'autre, c'est la crise, cela n'a pas de sens. Ce sont des non-lieux et des non-sens.

L'exemple du poulailler Pohlman met aussi en évidence le débat de civilisation qui concerne le rapport de l'homme au vivant. Les agriculteurs peuvent se reconstituer une identité professionnelle autour du vivant, parce qu'ils ne gèrent pas de la matière inerte. Nos sociétés ne supporteront pas durablement que l'on gère le vivant comme une chose. Certes, l'animal n'est pas l'homme. Les débats sur la bioéthique et sur la gestion du vivant sont différents, pourtant ils ont à voir. Car se pose la question de l'instrumentalisation complète de l'animal. Il ne faut pas être naïf : l'animal, auparavant, était élevé pour, le jour venu, être tué et mangé. Mais il était tué avec un rituel. Et jusqu'à sa mort, il avait un nom.

Si le débat rural est un débat de civilisation, il concerne la nation entière.

B.H. L'agriculture est aussi une affaire d'Etat. Parce que c'est une question économique, de couverture alimentaire... Il en découle des rapports de sale couple : je t'aime moi non plus. Si l'Etat ne s'en occupe pas c'est "on nous abandonne", si l'Etat s'en occupe, il ne faut surtout pas que cela se voie. Il faut mettre à plat l'ensemble des fonds publics que l'agriculteur touche. Aujourd'hui, un éleveur du Limousin constitue 60% de son revenu par les fonds publics européens, nationaux, régionaux. Pourtant, il ne vit pas bien. Si l'on reconnaît que l'on a besoin de produits de qualité, d'un territoire occupé, de ne pas trop baisser la population agricole pour ne pas rajouter au chômage, de maintenir un environnement supportable pour les futures générations, il faut clarifier tout cela. Peut-on, globalement et individuellement, établir des contrats : le métier d'agriculteur, c'est aussi des services collectifs rendus à la nation. Elle paye et ce n'est pas scandaleux.

L'avenir du monde rural ne dépend plus des seuls agriculteurs.

J.-P.B. Poser la question rurale, c'est aussi s'interroger sur l'existence du secteur secondaire. Dans un monde où les rapports économiques se mondialisent, des entreprises à faible valeur ajoutée vont chercher des lieux de production où les coûts de main-d'œuvre, des terrains, sont faibles. Le territoire français peut offrir cela. Il est maillé. Dans mon secteur géographique, il y a un lycée avec des BTS de maintenance industrielle. Mais parce que le système pour localiser les entreprises en France n'existe pas, nous sommes en train d'organiser les migrations de jeunes qui sont pourtant formés sur place. C'est le modèle de société du tout urbain, qui ne fonctionne pas. On pourrait évoquer aussi les services. Il ne faut pas les repenser de manière archaïque : j'avais une poste, je veux la garder. Mais comment fait-on, dans ce pays, pour avoir une polyvalence de services publics ? Les agriculteurs ont l'adéquation totale entre le territoire, le vivant et l'économie mondiale. Et ils sont capables d'évoluer. A Vervins, ils m'ont fait un coup pendable, une vraie ville morte. Mais au lieu de manifester, les jeunes agriculteurs du CDJA ont organisé un débat sur l'aménagement rural, en demandant aux élus, aux commerçants, aux artisans de venir. Ils ont beaucoup parlé d'écologie en reconnaissant les abus. C'est un moment difficile parce que c'est le basculement d'une culture monoproductiviste à quelque chose de pluriel. Ils savent qu'ils sont un élément moteur de la ruralité mais qu'ils ne dirigent plus la manœuvre.

> **Plus la société est mobile, plus la quête identitaire est forte. L'identité, ce n'est pas seulement les racines, c'est aussi l'avenir.**

B.H. Il y a deux catégories d'habitants dont il faudra tenir compte. D'abord les retraités, qui représentent 40% des ménages résidant dans le monde rural. Si l'on continue à dire que la seule insertion sociale est professionnelle, la moitié de la population sera éjectée. Deuxième catégorie, les ouvriers : un quart des ouvriers francais, les moins qualifiés et, donc, les plus précaires, résident dans les communes rurales. Ils sont absents du débat, absents des mairies... Le débat sur l'espace rural introduit la double question de la cohésion sociale et territoriale. Comment pense-t-on le local dans une économie internationale ? Comment allier l'identité communale, fort pôle d'identification, et l'éclatement territorial que connaissent les ruraux dans leur vie quotidienne qui fait que les gens habitent dans une commune, travaillent dans une autre, font leurs courses dans une troisième...? Gérer la modernité, ce n'est pas faire du passé table rase, c'est articuler les strates historiques, les réinterpréter. Plus la société est mobile, plus la famille est à géométrie variable, plus la quête identitaire est forte. L'identité, ce n'est pas seulement les racines, c'est aussi l'avenir. Ce n'est pas la pureté territoriale ou sociale, c'est, au contraire, une sorte de mélange. Le monde agricole est en face d'un dilemme, car il a encore envie d'être le maître des lieux. On n'a pas forcément besoin d'avoir son caveau de famille dans une commune rurale pour lui appartenir. L'identité naît de ce que l'on fait ensemble, dans le respect de ce que d'autres ont fait. ■



Effets pervers d'une agriculture devenue industrie.

◆ AGRICULTEURS ANIMATEURS DE PROJETS : LES CIVAM, OU L'INTELLIGENCE A PLUSIEURS ◆

Une autre manière d'envisager le rôle d'agriculteur : tel est le but de quelques associations agricoles (1) comme les centres d'information et de vulgarisation pour l'agriculture et le milieu rural (CIVAM). Pas de services, mais un accompagnement méthodologique des initiatives locales. Depuis dix ans, la mission des CIVAM évolue. "L'objectif des agriculteurs est de qualifier leur activité, en y ajoutant de l'idée, de l'authentique par exemple, tout en s'ouvrant sur le rural", explique Daniel Pezzin, directeur de la Fédération nationale. Ils se groupent autour d'un projet de commercialisation des produits fermiers, d'agro-tourisme, d'agriculture biologique...

La réflexion a rebondi, il y a deux ans, à travers un programme de formation d'agriculteurs animateurs de projet (AAP). Il consiste à repérer des porteurs de projet, à leur fournir une formation qui leur permette de négocier avec les collectivités, de chercher des financements. Quarante-cinq projets ont abouti en 1990-1991.

Ainsi, en partenariat avec le Syndicat des berges de la Dordogne, une trentaine d'agriculteurs se sont décidés à protéger les terres, enrayer la pollution du fleuve et organiser un tourisme respectueux de l'environnement. En Aquitaine, un CIVAM nommé SOLEIL (Source d'ouverture, d'économie et d'insolite local) réunit agriculteurs-producteurs, fermiers-aubergistes, hôteliers, restaurateurs...

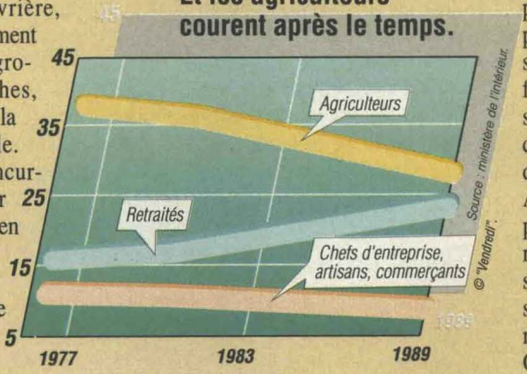
"Le discours syndicaliste dominant, pendant trente ans, a proposé un modèle figé, souligne Daniel Pezzin. Les agriculteurs sont désemparés, ils sont demandeurs d'une solution. Elle n'existe pas, il n'y a que des pistes. Un projet qui réussit dans les Cévennes ne peut pas être transposé dans une commune péri-urbaine." Refuser une agriculture à deux vitesses, c'est faire émerger toute la gamme des possibles.

(1) FN CIVAM. ☎ 45.86.74.90
FN GEDA (études et développement agricole). ☎ 44.95.08.00
FN CUMA (coopératives de matériel agricole). ☎ 45.08.59.23

agrandir, agrandir...

A Boisgervilly, (1.000 habitants), les petites exploitations sont devenues grandes. Et les agriculteurs courent après le temps.

Boisgervilly. Un nom au parfum d'écorce et de prairie pour cette petite commune d'Ille-et-Vilaine, à 25 km à l'ouest de Rennes. Déjà la Bretagne centrale. Ici, en 1965, 80% des élèves de l'école étaient enfants d'agriculteurs. Ils sont moins de 20% aujourd'hui. La population ouvrière, qui travaille notamment dans les usines agro-alimentaires proches, a pris le dessus sur la population agricole. "Il y a eu une concurrence soutenue sur les terres, mettant en jeu des sommes considérables...". Ce qui a sauvé notre région, c'est l'élevage raconte le maire Pierre Duault, instituteur à la barbe poivre et sel, qui assume son troisième mandat. "Mais l'avenir de la commune ne passe plus par l'agriculture. Le gros exploitant n'embauche personne : ses 100 hectares ne rapportent qu'à lui... C'est la population sans travail qui m'inquiète, et l'agriculture n'y pourvoira pas, sauf indirectement." Auparavant, les quatre cinquièmes des membres du conseil municipal étaient agriculteurs, ils ne sont plus que quatre sur quinze aujourd'hui. "Les agriculteurs, c'était une force. On ne pouvait pas leur dire zut, commente Pierre Duault. Bien peu sont à la tête d'activités dans la commune, à part la chasse. Ce sont les ouvriers qui marquent l'activité culturelle... D'ailleurs, les cultivateurs, on ne les voit pas."



▲ *EVOLUTION DE LA REPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES MAIRES (EN %).*

Loin les petites fermes, sol en terre battue. Louis Simonet, 44 ans, reçoit dans une grande maison neuve. Cuisine aménagée. Il a repris progressivement la ferme de ses parents et a créé un GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun) avec son cousin Philippe, 30 ans. Il est conseiller municipal depuis 1989, après son père. Mais sa participation à la vie municipale est subordonnée aux travaux de la ferme. Bernard Vitre, 46 ans, contraint, comme les autres, de rentrer dans le jeu du toujours plus, ponctue son récit de nombreux soupirs. "Tout est allé dans le même sens : agrandir, agrandir. Une fois fait, les gens sont débordés et ne sont pas mieux. Autrefois, ils ne couraient pas toujours ainsi derrière quelque chose qui n'existait pas..." A quoi bon tant d'efforts ? C'est un peu ce qu'expriment les Gaudin, retraités, quand ils comparent leur situation à celle de leurs frères et sœurs : "Il faut voir ce qu'ils ont ramassé à côté de nous."

Constat désabusé de Bernard Vitre : "Faute de temps, certains ont quitté leurs fonctions dans les syndicats. C'est un repli sur soi. Ce qui compte, c'est se sauver soi-même." Matériel aidant, "les agriculteurs sont de plus en plus individualistes", convient Philippe. Et s'ils s'associent, à travers les GAEC, CUMA, c'est pour se donner les moyens de vivre comme les citadins et prendre quinze jours de vacances.

Et voilà qu'on les titille désormais sur l'entretien de l'espace. "On ne voit pas encore de choses affreuses dans cette région, poursuit Bernard Vitre. Même les terres en jachère devront être entretenues, puisqu'elles seront cultivées l'année suivante. Par qui d'autres que les agriculteurs le seraient-elles ? Cela coûterait plus cher d'embaucher un salarié. Ce qu'il faut, c'est un vrai revenu pour l'agriculteur. A partir de là, entretenir sa ferme fait partie du boulot." Le maire n'est pas sur la même longueur d'onde : "Je ris quand j'entends qu'il faut garder des agriculteurs pour entretenir l'espace rural. Ils s'en moquent. Ce rôle reviendra à la commune. Avant, les fossés et les talus étaient nettoyés. Aujourd'hui, il faut aller vite. Ils préfèrent mettre deux sacs d'engrais plutôt que d'utiliser les ruisseaux. Et leur gros matériel fait des "creux"... Autrefois, ils voyaient la nature vivre. Maintenant, leurs loisirs sont les mêmes que les nôtres." Louis Simonet ne le dément pas : "Les ronces au bord des talus, les branches basses à couper, tout cela demande du temps et ne rapporte rien." D'autant que la nécessité de s'informer mange aussi du temps : réunions du syndicat, du centre de gestion, des coopératives se multiplient ces temps-ci, réforme de la PAC oblige. S'y ajoutent de nouvelles contraintes liées à la protection de l'environnement. "Maintenant, il faut prendre le papier et le crayon pour savoir ce que l'on va faire en champ, conclut Philippe." Déboussolés : "Les céréales rapportaient bien. Il faut tout changer. On ne sait pas à quoi s'en tenir. Et personne ne semble le savoir." ■



▶ *Quand l'agriculteur se fait technicien.*



LES ETATS-UNIS CHANGENT DE CAP

Clinton, président

Il ne prendra ses fonctions que le 20 janvier. En attendant, il se prépare à gouverner, choisit ses hommes, précise ses idées, fait les présentations. En matière de politique étrangère, la continuité est la règle, mais Clinton n'est pas Bush et croit à la croissance.

Précédée par le passage à Paris et Bonn de son conseiller diplomatique David Aaron, ancien adjoint de Brzinski au Conseil national de sécurité, la première déclaration semi-officielle du nouveau président au lendemain de sa belle élection à la Maison-Blanche a été pour rassurer les alliés. Rien ne devrait être totalement bouleversé dans la politique internationale, a-t-il tenu à préciser, "continuité" devrait être le maître mot de son attitude à l'égard du reste du monde.

La campagne électorale a fait de la crise sociale et économique américaine le centre des débats et des propositions des uns et des autres. Cette priorité, qui avait tant manqué à George Bush, apparaît bien l'essentiel pour le jeune élu démocrate, dans un premier temps au moins. Dans l'immédiat, l'étranger frappe à la porte du fait du blocage des négociations du GATT. En la matière, Clinton l'a précisé, c'est toujours Bush qui est au pouvoir. Au président républicain sortant, donc, de continuer à gouverner jusqu'au 20 janvier, quelles que soient les difficultés et les choix à effectuer.

Pour autant, la vision du monde de Bill Clinton ne semble pas se confondre pas avec celle de son prédécesseur. Pour preuve, la dernière livraison de la revue "Politique internationale" où il répond à une longue interview sur les sujets de politique extérieure et de défense.

"Notre première priorité diplomatique est le redressement de notre économie", se plaît-il à souligner tout au long de l'entretien. C'est même là, pour lui, le premier défi à relever : "Revivifier l'économie est une priorité extérieure et intérieure... Nous devons redevenir une grande puissance économique. Je veux placer l'Amérique à l'avant-garde du combat pour une croissance économique durable et compatible avec le respect de l'environnement." Deuxième défi, "le soutien au puissant mouvement de démocratisation et de libéralisation économique à l'œuvre dans le monde entier. Nous renforçons ainsi notre sécurité et celle de nos alliés." Troisièmement, "il est temps d'abandonner une armée conçue pour la guerre froide au profit d'une armée mieux équipée, capable de répondre rapidement aux menaces potentielles de la prochaine décennie."

Sur le Moyen-Orient, il se déclare prêt à une démilitarisation régionale, opposé à la participation de l'OLP aux négociations de paix, hostile à la création d'un Etat palestinien.

A l'égard de la Chine, il n'est pas favorable au renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée, tant que le gouvernement ne fera pas de progrès en matière de droits de l'homme, de démocratie et de respect des accords commerciaux internationaux.

Fervent défenseur de l'OTAN, il en fait le fondement de la sécurité européenne dont la CSCE devrait devenir un partenaire important. Pour ses forces basées en Europe, il propose de les réduire de moitié en nombre, à 75.000 hommes.

Favorable à l'adoption de Maastricht, il se dit prêt à aider les ex-républiques soviétiques à se démilitariser, se doter d'institutions démocratiques, bâtir une économie d'essence libérale.

Favorable à ce que Japon et Allemagne deviennent membres du Conseil de sécurité de l'ONU, il tient à répéter ses propos de campagne sur l'urgence de la solution à trouver internationalement au drame yougoslave : "La manière dont il se dénouera dictera la conduite à tenir dans les autres conflits ethniques."

L.C.-S.

PSE le parti des socialistes européens est né

Le PSE, quelque chose de nouveau, bien davantage qu'un symbole, a vu sa naissance, à La Haye, saluée par tous les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates.

C'est à l'unanimité que les délégués au dix-huitième et dernier congrès de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSCE) ont approuvé la fondation du Parti des socialistes européens et élu son président, Willy Claes. L'idée courait depuis un certain temps déjà de la nécessité de renforcer la cohésion des socialistes, et de les rassembler dans une structure plus moderne, plus démocratique et plus efficace. La modification du nom de l'ancienne organisation répond à ces exigences, ainsi que de nouvelles règles : vote à la majorité qualifiée dans les domaines où cette règle s'applique au conseil des ministres, inscription de la "conférence des leaders" dans les statuts, élection du président par le congrès.

C'est sans lyrisme excessif, mais conscients de l'importance de leur acte, que délégués et dirigeants des PS européens ont ainsi marqué leur volonté de peser plus qu'auparavant sur l'avenir de la Communauté européenne, sur son renforcement, son élargissement et sa démocratisation, au moment où, comme

le soulignait le président Claes "le mouvement socialiste est confronté à des défis considérables." En écho, Pierre Mauroy, nouveau président de l'Internationale socialiste, le premier à s'exprimer devant le premier congrès du nouveau parti, souhaitait "une coopération pleine et entière entre le PSE et l'IS", relevant que la social-démocratie constituait "la seule réponse adaptée à la crise économique et sociale qui frappe l'Europe, comme au choix de paix et de solidarité" qu'elle doit incarner.

Et, comme pour témoigner de cette volonté, les socialistes et sociaux-démocrates européens ont accueilli en leur sein, comme membres à part entière, les partis sociaux-démocrates suédois et finlandais et le PDS (ex-PC) italien, comme parti associé le PS de Chypre et comme partis observateurs le PS de Saint-Marin et le MAPAM israélien.

Si, dans leurs interventions, tous les dirigeants ont manifesté leur inquiétude face au chômage et à la faiblesse de la croissance économique dans la CE et fait de cette question le principal défi à relever, ils n'ont pas caché leurs différences, voire leurs divergences d'appréciation sur le processus de ratification du traité de Maastricht et plus généralement sur la construction européenne. Même si tous, d'un même élan, ont réaffirmé, parfois avec force, leur attachement à "l'Europe, notre avenir commun", selon le beau slogan choisi pour ce congrès.

Ouvrant le débat, Felipe Gonzalez, volontairement provocateur, a insisté sur la nécessité de dissiper les incertitudes que fait peser sur sa mise en œuvre la lenteur de la ratification dans certains pays. "Maastricht est le minimum auquel nous pouvons aspirer", a-t-il expliqué. Si la ratification n'est pas assurée et si le budget de la CE n'est pas approuvé, comment approfondir et élargir la Communauté, comment renforcer la coopération économique avec le Sud ?" Il n'est pas sûr que l'intervention de Poul Rasmussen, chef du Parti social-démocrate danois, ait répondu à son attente. Même s'il a affirmé l'attachement de son parti à la construction européenne, il a rappelé l'obligation de respecter le résultat négatif du référendum du 2 juin et son souhait de trouver une solution pour que le Danemark reste dans la CE. John Smith, le chef du Labour Party, a expliqué, lui, que son parti est "fermement engagé dans le processus de Maastricht" et que le vote émis aux Communes le 3 novembre était un vote de censure contre le gouvernement Major, qu'il accuse de "rater le coche" dans son exercice de la présidence européenne.

Les cas danois et britannique auront donc suscité, au cours de ce congrès, les interrogations des Italiens, des Grecs, des Portugais, des Hollandais, des Allemands... qui, tous, ont ou vont ratifier prochainement le traité et qui craignent que le temps ne fasse son œuvre contre un processus dont ils veulent tous l'aboutissement rapide. La même impatience se décelait dans l'intervention du représentant de l'Autriche qui soutient le souhait de son pays d'adhérer rapidement à la Communauté : "Nous sommes prêts à accepter tout le droit communautaire", a-t-il déclaré.

"Pourquoi avoir une attitude si attentiste face à l'élargissement ?" Laurent Fabius, lui, a exprimé sa préoccupation de voir le nouveau parti "se manifester très vite, notamment à l'occasion des élections européennes de 1994." Il faut, a-t-il ajouté, que "le PSE dispose d'un programme élaboré en commun et mène une vraie campagne commune pour que les gens comprennent que quelque chose a changé dans la vie politique."

Après avoir débattu, dans plusieurs forums, de sujets de fond (démocratie, migration, priorités sociales-démocrates, cohésion, partenariat), les socialistes européens ont conclu ce premier congrès en adoptant une résolution et un programme de travail pour 1993 et 1994 : manifeste commun pour les élections européennes, campagnes communes, conférences des dirigeants des partis...

Quelque chose de nouveau est bien né à La Haye. "Plus qu'un symbole", a affirmé Jacques Delors, pour qui "le mouvement socialiste doit imprimer sa marque à l'Europe." Le PSE doit s'y employer.

Ghislaine Toutain



"EUROPE, NOTRE AVENIR COMMUN"

Extraits de la déclaration de La Haye du Parti des socialistes européens, 10 novembre 1992.

- *"Les socialistes et les sociaux-démocrates européens sont totalement engagés dans le processus d'intégration européenne. La Communauté européenne est un instrument pour la promotion de la paix, de la prospérité, du bien-être et de la justice sociale, et pour la construction d'une coopération locale, régionale, nationale et internationale. En plus, elle est le pilier de la stabilité en Europe. Les socialistes et les sociaux-démocrates, plus grande force politique en Europe, ont joué un rôle important dans la construction d'une communauté forte. Nous avons pour idéal une Europe démocratique ouverte aussi bien à ses citoyens qu'au monde ; une Europe qui apporte la prospérité économique et sociale pour tous ; une Europe où le principe directeur est la solidarité dans et entre les nations, aussi bien qu'entre les générations. Cela est l'essentiel de notre message et de notre appel aux citoyens européens, qui s'oppose totalement à celui de ceux qui ne veulent qu'une Europe fondée uniquement sur le marché. Leur approche conduirait à plus de chômage. Nous sommes convaincus que l'Europe doit être une construction commune. Le concept d'une Europe à deux vitesses détruisant la solidarité entre Etats membres est donc inacceptable.*
- *"Le premier congrès du Parti des socialistes européens est une étape importante de l'évolution du socialisme et de la social-démocratie européenne. Le traité de Maastricht le souligne : "Les partis européens sont une force vitale pour la représentation et l'accomplissement des aspirations des citoyens européens." Le Parti des socialistes européens stimulera aussi la participation des citoyens à la politique européenne. Dans le contexte d'accélération de l'histoire que nous vivons, et face aux transformations profondes actuelles, le Parti des socialistes européens sera porteur de nouvelles stratégies, adaptées aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Les partis socialistes et sociaux-démocrates de la Communauté européenne vont développer des nouvelles formes de coopération plus efficaces, afin de pouvoir jouer un rôle plus important face aux défis que la Communauté va rencontrer..."*

WILLY CLAES

"peser sur la construction de l'Europe"

Willy Claes a été élu président du Parti des socialistes européens. Impressions, perspectives et projets.



Peut-on parler de la naissance du PSE comme d'un événement historique ?
Je n'aime pas le mot "historique". Mais un pas important a été effectué, car le Parti des socialistes européens exprime d'un côté la volonté de ceux-ci de renforcer leur cohésion interne et, de l'autre, d'influer plus qu'aujourd'hui sur l'évolution de la construction européenne, qu'il s'agisse de son approfondissement ou de son élargissement. La signification est double et importante.

Pourquoi fonder un nouveau parti quand les partis sont en crise ?
Je n'appartiens pas à ceux qui, au sein des sociétés occidentales, discréditent les institutions et le régime démocratique. Un parti politique reste un élément irremplaçable dans le fonctionnement démocratique parlementaire moderne.

Comment donner sa personnalité et son unité à ce parti traversé par des différences, voire des divergences ?
Les différences d'analyse entre les socialistes européens ne doivent pas être cachées. C'est la richesse du socialisme démocratique. Mais il faudra sans doute faire des efforts pour tendre au consensus, ou tout au moins à un compromis qui ne soit pas ridicule. Le vote à la majorité qualifiée, combiné à la clause de conscience, me paraît être une bonne solution pour y parvenir. C'est un gage de démocratie, de transparence et de clarté.

Quels moyens envisagez-vous pour renforcer la cohésion des décisions ?
D'abord, des contacts réguliers entre les dirigeants des partis et les ministres, notamment lors de la conférence des leaders qui doit se tenir avant chaque sommet européen. J'ai noté, tout au long des débats, cette volonté. Il faut ensuite que, d'ici à un an, nous disposions d'un programme et que nous soyons en mesure de mener une campagne, avec un "régisseur" européen, comme l'a proposé Laurent Fabius. Enfin, le PSE doit pouvoir prendre position sur tous les grands défis européens et mondiaux.

Des craintes se sont manifestées sur la poursuite du processus de ratification du traité de Maastricht...
Je partage ces craintes. Je confirme ma volonté d'aider la Grande-Bretagne et le Danemark, toutefois, la renégociation du traité est exclue. Mais, bien sûr, le PSE fait tout ce qui est en son pouvoir pour accélérer les ratifications.

Propos recueillis par G.T.

◆ ALEXANDRE DUBCEK, UN HOMME, UNE LEGENDE ◆

Alexandre Dubcek appartenait à cette catégorie d'hommes entrés de leur vivant dans la légende. Son nom est indissociable de cette page glorieuse et tragique de la Tchécoslovaquie, le Printemps de Prague.
Rarement visage de responsable politique de haut rang fut plus émouvant que celui d'Alexandre Dubcek. Tout son être était pénétré de ces sept mois qu'il vécut comme porte-drapeau du "socialisme à visage humain". Mieux que cela, dans le monde totalitaire de l'Est, il était le visage humain du socialisme. Avec vingt ans d'avance sur la perestroïka, il avait, avec ses camarades, entrepris une tâche de rénovation politique, économique et culturelle.
Curieusement, à l'époque, les tensions qui agitent aujourd'hui Tchèques et Slovaques étaient déjà à l'ordre du jour ; elles furent d'ailleurs au centre des questions qui conduisirent aux fameux événements. Dès 1963, les excès du pouvoir communiste de Prague amenèrent Dubcek, communiste slovaque alors inconnu, à prendre la défense d'un professeur d'histoire de Bratislava qui proposait à la direction du Parti une solution fédérale... En novembre 1967, c'est l'agitation chez les étudiants de Prague excédés de n'avoir ni chauffage ni électricité qui accéléra le processus aboutissant à la désignation de Dubcek comme secrétaire du Parti au comité central du 5 janvier 1968. Dès lors, bien des questions qui occupèrent Gorbatchev depuis ne furent étrangères à Dubcek. Rien, sauf qu'il n'y avait aucun précédent de cette ampleur dans le monde communiste, rien sauf que les chars soviétiques vinrent brutalement interrompre l'authentique action de démocratisation.
Le cortège de trahisons qui précéda et suivit l'intervention militaire, l'exclusion de cinq cent mille membres du Parti communiste tchécoslovaque eurent raison de toutes les espérances... Il fallut attendre novembre 1989 pour que les naïfs de 1968 viennent se faire acclamer par la foule sur la place Wenceslas... Havel au château, Dubcek à l'Assemblée...
Trois années plus tard, ingratitude de l'histoire et de la vie, le parti de Havel, éliminé par des élections démocratiques, le contraignit à quitter la présidence de la République ; Alexandre Dubcek, nouveau président du Parti social-démocrate slovaque, disparaît au terme d'une longue agonie.
Les passionnés de justice sociale, de liberté, de démocratie et d'espoir ne vous oublieront pas... camarade Dubcek.

Patrice Durand

le sursaut allemand

Imposante et réussie, la manifestation antinazie organisée dimanche à Berlin par tous les démocrates. Mais l'Allemagne se déchire sur l'accueil des réfugiés politiques.

"La dignité de l'homme est intangible." C'est pour réaffirmer le premier article de leur Constitution et leur refus des violences racistes que plus de 300.000 Allemands ont manifesté dimanche à Berlin derrière Richard von Weizsäcker, président fédéral, le chancelier Helmut Kohl et la plupart de leurs dirigeants politiques, SPD et CDU en tête, à l'exception notable de ceux de la CSU de Bavière.
Le président Weizsäcker y a déclaré avec une certaine grandeur : "La République de Weimar n'est pas morte parce qu'il y a eu trop de nazis trop tôt, mais parce que, pendant trop longtemps, il y a eu trop peu de démocrates."
Cette manifestation, organisée par les partis politiques après deux ans de violences racistes, ne suffit pas à faire oublier le peu de réactions spontanées de la population aux 1.800 agressions de cette année et aux dizaines de victimes de l'extrême droite.
Malgré les provocations, traditionnelles à Berlin, de quelques gauchistes "autonomes" et les agressions de quelques fascistes, ce fut la plus grande manifestation allemande depuis celles de l'Est en 1989 pour la démocratie et le rassemblement contre les Pershings, au début des années 80. L'Allemagne signifiait au reste du monde qu'elle n'entendait pas supporter le soupçon de retour à de "vieux démons" pour lesquels elle estime avoir assez payé.
La presse d'outre-Rhin conteste d'ailleurs fortement que les auteurs des violences racistes soient des militants d'extrême droite. C'est plutôt, d'après ces journaux, la crise économique, le chômage, la destructuration sociale, la destruction des valeurs qui génèrent une jeunesse désespérée et extrémiste.
La sous-estimation des difficultés et du coût de l'intégration de l'Allemagne de l'Est par le chancelier Kohl est sans doute en grande partie responsable de cette situation. S'y ajoute incontestablement la difficulté d'absorber un nombre de plus en plus important de réfugiés politiques. L'article 16 de la Constitution allemande énonce en effet que "tous les persécutés politiques jouissent du droit d'asile." Ils étaient 256.000 demandeurs d'asile en 1991, et déjà plus de 500.000 cette année.



▲ *Berlin, le 18 novembre 1992, manifestation contre le racisme.*

C'est pourquoi le chancelier Kohl a proposé une modification de cet article 16 de façon à pouvoir refuser ces innombrables demandes d'asile politique, insupportables en masse.
L'accord politique du SPD est nécessaire à cette réforme constitutionnelle. Son président, Björn Engholm, avait laissé entendre en septembre, après les émeutes de Rostock, qu'il pourrait l'accepter. Cette thèse est loin de faire l'unanimité au sein du SPD, qui se réunit en congrès extraordinaire sur ce sujet le 16 novembre. Une réunion à haut risque. Le chancelier Kohl, qui accuse le SPD de dogmatisme et d'ignorance des réalités, menace déjà, en cas de refus, de faire adopter des lois à la majorité simple de l'Assemblée pour limiter les effets des dispositions constitutionnelles.

Jacques Goubin

BREF... EN BREF... EN

■ La crise du GATT s'est récemment envenimée avec la décision américaine de sanctions contre la CE, qui touchent, pour l'essentiel, des produits français (vins blancs...).
François Mitterrand souhaite que les Américains "fassent de nouvelles concessions".
Même position en Italie, où on estime que la "solidarité des pays européens doit être maintenue."
Mais John Major répond :
"Un délai sur le GATT est inacceptable."
La CE pourra-t-elle maintenir sa cohésion ?
Un médiateur vient d'être nommé :
Arthur Dunkel, directeur général du GATT.

■ **Le Bundestag devrait adopter le traité de Maastricht le 27 novembre.**

■ Les négociations israélo-arabes ont repris à Washington sur fond de menaces de représailles militaires au Liban, après les bombardements de la Galilée.

■ **La situation reste tendue en Angola, même si les combats semblent arrêtés.**

■ Bill Clinton devrait téléphoner prochainement, pour la première fois, à François Mitterrand.

■ **Selon la Forpronu, l'armée bosniaque, les Serbes et les Croates ont signé le 10/11 un accord de cessez-le-feu inconditionnel en Bosnie-Herzégovine.
Entrée en vigueur : le 11 novembre à minuit.
Sur le terrain, cependant, les combats se sont intensifiés.**

Russie, le dur chemin de la démocratie et du marché

Un peu plus d'un an après l'échec du putsch d'août 1991, alors que tout semblait possible à la jeune démocratie russe, la Fédération de Russie semble à nouveau être à un tournant.

Quelques semaines après le début d'une privatisation sous forme de bons négociables d'une valeur de 10.000 roubles, les tenants et les aboutissants du processus restent problématiques. En trois mois, le cours du dollar est passé de 150 à 400 roubles alors que la production ne donne aucun signe tangible de reprise. Le pays semble à bout de souffle après la première phase des réformes menées tambour battant par Egor Gaïdar et son équipe.
La Russie doit retrouver la confiance dans la monnaie et dans une économie dont tous les indicateurs sont au rouge : effondrement de la production industrielle, baisse de la production des matières premières, en particulier du pétrole et du charbon, grands pourvoyeurs de devises dans un pays qui en manque cruellement. Les dizaines de millions de chômeurs annoncés n'ont pas encore envahi les rues des cités. Mais cette stabilité de l'emploi pourra-t-elle être longtemps maintenue au prix du marasme et de l'inconnu ?
Boris Eltsine et son gouvernement doivent faire face à l'obstruction systématique d'un Parlement dominé par les conservateurs mais où plus d'un démocrate est désorienté par les hésitations de la direction russe et l'accumulation des difficultés. Moscou bruisse de rumeurs à propos de la démission du gouvernement et de l'arrivée d'une nouvelle équipe où les libéraux devraient côtoyer les centristes de l'Union civique menés par A. Volsky, partisan d'un recentrage de la politique économique. Une épreuve de force s'esquisse entre la présidence et le Soviet suprême à l'occasion de la réunion de son congrès, le 1er décembre, tandis que les forces nationalistes s'agitent dans un pays inquiet de l'insécurité qui s'est emparée non seulement de l'espace soviétique, mais de l'espace russe lui-même.
Aujourd'hui, le Caucase est au centre de toutes les préoccupations. La guerre se poursuit, au Haut-Karabakh, entre Arméniens et Azéris, mais ne touche qu'indirectement une Russie qui s'est largement désengagée du conflit. La guerre qui oppose Abkhazes et Géorgiens sur les bords de la mer Noire ne peut laisser la Russie indifférente. Qui soutenir ? Se cantonner dans une neutralité permettant de jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution ? La Russie a été entraînée, à son corps défendant, dans la guerre entre Abkhazes et Géorgiens, par l'arrivée de centaines de "volontaires" venus du Nord-Caucase, c'est-à-dire de Russie, à l'appel de la "Confédération des peuples caucasiens", à la rescousse de leurs "frères". Avec les affrontements entre Ossètes et Ingouches, deux peuples caucasiens voisins et ennemis depuis que les uns, les Ossètes, ont été gratifiés de quelques kilomètres carrés à la suite de la déportation des autres, les Ingouches, en 1944, la Russie doit faire face à l'intrusion de la guerre sur son propre territoire.
Eteindre les incendies qui s'allument sur la périphérie méridionale de la fédération, trouver la formule d'un compromis permettant de poursuivre les réformes, la tâche est rude pour la direction russe.

Charles Urjewicz

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à ...

Ma douce

Après 359 années d'erreur, le pape vient de déclarer que Galilée "a eu tort de refuser de présenter comme une simple hypothèse scientifique le système copernicien qui n'avait encore été confirmé par aucune preuve irréfutable." Les théologiens qui condamnèrent notre pauvre savant -dont le tristement fameux cardinal Bellarmin- le firent au nom de preuves irréfutables, cela va sans dire.

Mais est-il bien utile d'encore parler de ces vieilles querelles qui ont tourné avec la Terre autour du Soleil depuis tant de siècles ? Pourtant, la question reste d'actualité car l'esprit des hommes change moins vite que leurs habits. Que feront demain nos théologiens du libéralisme sauvage qui ont affirmé l'homme seul et immobile au centre de l'univers social ? Ils ont tant condamné les Copernic et les Galilée de l'économie qui prétendent, eux, que l'homme est membre d'une société mouvante qui se doit montrer solidaire et fraternelle. Dans les Amériques, ce monsieur du Buisson -dans la langue de là-bas on dit Bush- l'a payé de sa place, comme avant lui sa grande amie du royaume britannique, Mme du Chaume de fer -dans la langue de là-bas, on dit Thatcher. Il est vrai que leur théologie a mené leurs pays à la ruine.



Espérons, ma douce, que notre peuple saura retenir ces leçons et qu'il ne confiera point notre sort aux messieurs du Buisson de chez nous, c'est à savoir le Maire ou l'Ex, le vicomte du Fou des Marais ou l'abbé de Fréjus.

Et verra-t-on demain le cardinal Sorman, le Bellarmin de la théologie libérale, qui nous décrivait hier le triomphe du libéralisme aux Amériques, avouer qu'il a eu tort et dire : "Eppur, si muove !"

Vous êtes, ma douce, mon Soleil autour duquel je ne me lasse point de tourner.

p.c.c. Jean Guiloineau

VIRGIL TANASE

Dictatures côté cour

Dangereux pour toutes les dictatures, le théâtre a cela d'extraordinaire qu'il ne peut fonctionner que dans le vrai. Il suffit qu'il soit pour que les sociétés totalitaires, ou simplement tordues, se sentent menacées.

Le quatrième volume des *"Écrits sur le théâtre"*, de Vsevolod Meyerhold (1), rassemble les textes des années 1936-1940. Celui dont Stanislavski disait : "C'est le seul metteur en scène que je connaisse", et qu'il a essayé de défendre contre les menaces staliniennes, fut un des plus grands réformateurs du théâtre moderne (dans une lettre au "Times" faisant état de la situation désespérée où se trouvait Meyerhold, Gordon Craig parlait de "génie du théâtre"). Interdit, en butte à des persécutions insupportables, à des humiliations honteuses, Meyerhold fut arrêté en 1939. Sous la torture, il fit des aveux mensongers qu'il récusa ensuite. Il fut néanmoins condamné à mort et exécuté dans les sous-sols d'une prison soviétique en 1940.

La lecture des dernières pages de Meyerhold n'est pas simple. Il faut distinguer la pensée artistique profonde de Meyerhold de ce qu'il dit ou écrit par peur, en essayant de se sauver lui-même et de sauver aussi un art auquel il croit, une idée politique à laquelle il avait adhéré par élan révolutionnaire. Dans les conditions extrêmement dangereuses de la barbarie totalitaire, Meyerhold s'efforce de préserver le droit de l'art à la recherche (la "formophobie", dit-il, est la mort de l'art), à l'expérimentation, à l'innovation esthétique. Le pouvoir de la médiocrité, de ceux qui ne peuvent rien inventer, penser à peine, a fini par l'éliminer dans un mouvement qui fit le désastre culturel de l'Union Soviétique. La leçon n'est jamais obsolète et nous n'aurons jamais assez fait pour dénoncer, en tout lieu, à tout moment, ce péril de la force brute, "naturelle", animale, qui menace la raison d'être de nos sociétés. A ce propos, rien de plus édifiant que "L'Ecole des dictateurs", au théâtre du Lucernaire, (voir "Vendredi" n° 160) d'après Ignazio Silone, un écrivain que Faulkner tenait pour le plus important de ceux qu'il connaissait en Europe ; un spectacle politique où le mécanisme de la dictature a le mérite de se dénoncer dans la banalité de son avènement. Le monstre y est décrit à un moment où, encore dans l'œuf, il risque, de nos jours même, de nous abuser. Dictateur aussi, en plein exercice de ses fonctions, le "Macbett" d'Eugène Ionesco (au théâtre de la Colline), héros, cette fois-ci, d'une pochade que Jorge Lavelli met en scène en respectant le côté loufoque de l'écriture. Façon gai-macabre de dire que "cela" commence par amuser ; malheur à ceux qui ne s'inquiètent pas à temps et ne se rendent pas compte que, pour être bête, le dictateur n'en est pas moins habile à tirer sa force de nos débauches et de nos veuleries.

Dangereux pour toutes les dictatures -Meyerhold l'avait bien compris !- le théâtre a cela d'extraordinaire qu'il ne peut fonctionner que dans le vrai. Il suffit qu'il soit pour que les sociétés totalitaires, ou simplement tordues, se sentent menacées. "La vérité est un remède radical, écrit dans son dernier ouvrage, *"Points de suspension"* (2), Peter Brook. Elle a un effet dangereux de boule de neige. La vérité blesse quand les individus ou les nations se sont habitués à mentir." Recueil d'articles, de conférences, de notes, le livre de Peter Brook est, comme les deux précédents, une leçon d'intelligence. De vie aussi, dans la mesure où le metteur en scène fonctionne toujours sur une interrogation : "Qu'apporte un acte théâtral au monde, pourquoi existe-t-il ?" Au fil des pages qui parlent du théâtre, certes, mais aussi du "printemps automnal" de Watteau ou de la rencontre avec Craig, le lecteur parvient à pressentir la nature de ce qui l'émeut tellement lorsqu'un spectacle de théâtre remplit sa mission : l'acteur est "cruel envers soi-même" pour mettre à nu, à ses risques et périls, ce que chacun cache soigneusement au plus profond de soi, se préservant ainsi de la folie, du suicide, du désespoir absolu.

Les sociétés totalitaires s'édifient sur une utopie qui, justement, refuse notre humanité. Le théâtre la préserve. Au prix de la vie de quelques-uns.

(1) L'Age d'homme, 462 p., 170 F.
(2) Le Seuil, 342 p., 135 F.

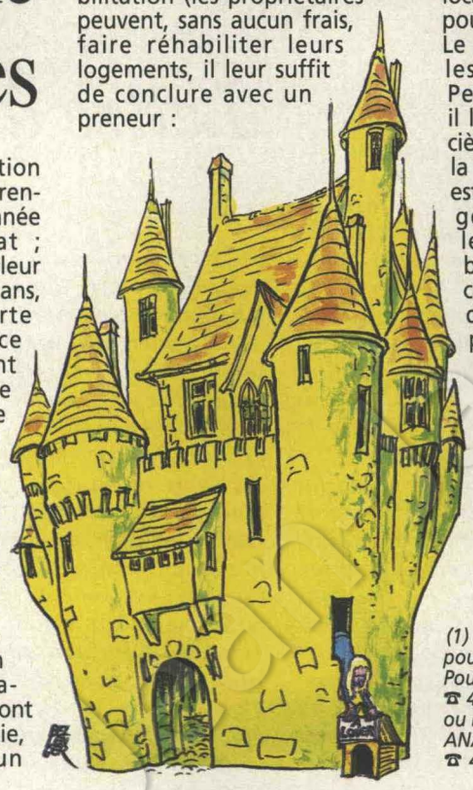
mettre sur le marché les logements vides

L'ANIL (1) a mis au point un logiciel "Adilbail", destiné à sensibiliser les propriétaires privés sur l'opportunité d'effectuer des travaux et de louer leurs logements vacants.

Il devient de plus en plus difficile de se loger et le logement social ne peut pas à lui seul répondre à tous les besoins. De nombreuses villes disposent (ce n'est pas tout à fait le cas à Paris...) de logements vacants. Leur nombre est estimé à 600.000 pour la France.
Comment les recenser, les remettre sur le marché et, surtout, inciter leurs propriétaires à les louer ? Les collectivités sont souvent demandeuses de procédures. Les pouvoirs publics essayent d'aider les propriétaires-bailleurs en proposant notamment des avantages fiscaux. Les bailleurs privés peuvent aussi obtenir des subventions de l'Agence nationale d'information pour le logement (ANAH). Malgré ces dispositions, les propriétaires sont souvent réticents. Incorrectement informés, ou ayant été échaudés par une mauvaise expérience locative, ils ont l'impression d'être dépossédés de leur bien en le louant.

UN CONSEIL PERSONNALISE

Il faut montrer aux proriétaires qu'il existe une autre solution que la vacance. Dans cet esprit, l'ANIL a conçu le logiciel Adilbail grâce auquel, dans les cinquante-quatre départements français disposant d'une association départementale pour l'information sur le logement (ADIL), les propriétaires peuvent obtenir gratuitement un conseil sur les diverses formules qui s'ouvrent à eux.
Pour les sensibiliser, deux éléments sont mis en évidence : la comparaison entre la charge financière liée à la détention d'un logement vide et le rendement net en première année après la remise en état ; la comparaison entre la valeur future du logement, à dix ans, tenant compte de la perte de valeur due à l'absence d'entretien d'un logement inoccupé et sa valeur future dans l'hypothèse d'une remise en état.
Quatre solutions sont systématiquement envisagées : la location de droit commun (régime de la loi du 6 juillet 1986), le conventionnement du logement après travaux, la location à une famille démunie dans le cadre d'un programme social thématique (les aides de l'ANAH sont majorées et, en contrepartie, le propriétaire loue à un ménage défavorisé, avec un loyer plafonné), le bail à réhabilitation (les propriétaires peuvent, sans aucun frais, faire réhabiliter leurs logements, il leur suffit de conclure avec un preneur :



organisme HLM, société d'économie mixte, collectivité locale... un bail à réhabilitation pour une durée de douze ans. Le preneur s'engage à réaliser les travaux d'amélioration. Pendant la durée du bail, il loue et acquitte la taxe foncière sur les propriétés bâties à la place du proriétaire. Celui-ci est déchargé de tout souci de gestion. En fin de bail, les améliorations réalisées bénéficient au propriétaire et c'est le preneur qui est chargé de reloger les occupants, si le propriétaire ne souhaite pas qu'ils demeurent).
Tous les résultats obtenus à partir d'Adilbail sont indicatifs. Le propriétaire intéressé sera orienté s'il le souhaite vers un opérateur qui montera techniquement le dossier.

Chrystie Lipani

(1) L'Association nationale pour l'information sur le logement. Pour connaître l'adresse des ADIL : ☎ 42.02.65.95. ou minitel 3615+URBA. ANAH, 17 rue de la Paix, 75002 Paris. ☎ 44.77.39.39

☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57

Ville de Lille

16301

recrute

UN DIRECTEUR CHARGE DU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

COMPETENCES FONCTIONNELLES
- Gestion prévisionnelle du personnel
- Système d'évaluation
- Formation
- Communication interne
- Motivation

RESPONSABILITES MAJEURES
- Proposer des orientations
- Assumer la coordination d'ensemble
- Consolider les informations de pilotage de l'action

MODALITES D'EXERCICE
- Liaison hiérarchique vis-à-vis des centres de responsabilités qui lui sont rattachés
- Consolidation des informations de gestion au niveau de la direction
- Exercice de responsabilités fonctionnelles

Adresser courrier et curriculum vitae détaillé à la mairie de Lille, direction du personnel, BP 667, 59033 Lille cedex. ☎ 20.49.53.00

Date limite de dépôt de candidature : 30 novembre 1992

Parce qu'un COLLABORATEUR POLITIQUE se recrute DANS UN SUPPORT POLITIQUE...

Pensez aux petites annonces de "Vendredi"

EMPLOI

16302 - *Ancien chef d'entreprise,* formation clerc de notaire, solide exp. commerciale, cherche emploi, étudie ttes propositions.
☎ 69.83.13.46

16303 - *Architecte,* 43 ans, exp. riche et variée : cab. archi., chantiers, direction PME, synd. intercommunal, bureau d'études (SCET), chargé de mission DSQ, cherche poste lié à l'aménagement
☎ 42.03.57.98

16304 - *Educateur spécialisé,* 52 ans, adh. PS, 30 ans exp. ds le sanitaire et social, direction d'établissement pr handicapés, cas sociaux, pers. âgées, pdt 16 ans. Cause fermeture établissement cherche emploi similaire, ttes régions. Urgent.
☎ 68 49 03 20



▲ *Darius Milhaud, par son fils Daniel.*

UN CHANT PERDU ET RETROUVE

"Ani Maamin"

Cette cantate de Darius Milhaud, sur un texte d'Elie Wiesel, d'une violence profonde possède une puissance évocatrice considérable. "Ani Maamin beviat ha-Mashiah" ("Je crois en la venue du Messie") est l'un des treize principes de la foi énoncés par Maimonide. C'est également le chant que, dans les camps et les ghettos, les Juifs avaient choisi comme hymne.

Le texte d'Elie Wiesel exprime la révolte et la colère. Ce cri d'un peuple déchiré par la guerre, devient le cri du monde face à la haine et l'absurdité. Comme toujours chez Milhaud, la musique n'est pas là pour se satisfaire de sa propre beauté mais pour traduire une pensée. "Ani Maamin" est sa dernière composition. Solistes, chœurs et Ensemble 2E2M, sous la direction de Paul Méfano.

J.G.

- *Champigny/Marne (th. G.-Philipe), 14/11, 21 h. 80 et 100 F. ☎ 48.80.96.28*
- *Paris (salle Pleyel), 15/11, 17 h 30. 150 à 400 F (au profit de la Fondation pour la mémoire de la déportation). ☎ 45.61.06.30*
- *Paris (église Saint-Eustache), 16/11, 20 h 30. 100 à 150 F. ☎ 39.55.71.12*

"Chorus"

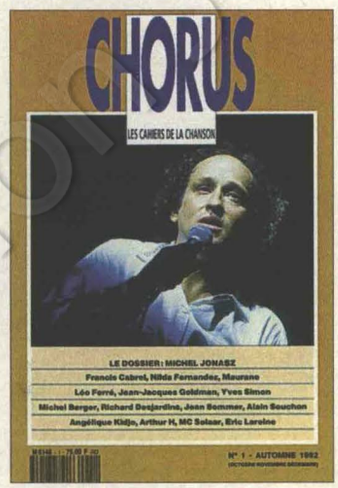
Enfin ! des nouvelles d'outre-monde !... Lequel ? Celui de la chanson. Celui des enfants de Brel, Brassens et Ferré.

Pour son n°1, cette revue trimestrielle réunit les plus grands noms du paysage musical français. J.-J. Goldman, A. Souchon, Y. Simon et F. Cabrel, disent quel est l'état de la chanson française.

Egalement, un dossier complet sur Jonasz, un entretien forcément passionnant avec Léo Ferré, des portraits des étoiles montantes Maurane, Angélique Kidjo, Arthur H., Eric Lareine, Mc Solaar, Richard Desjardins ou certaines qui s'éteignent, Michel Berger. Bref, de la chanson à foison et de la meilleure puisque à la tête de ces "Cahiers de la chanson", se trouvent F. Hidalgo ("Paroles et musiques") J.-M. Boris (Olympia) et J.-L. Foulquier.

F.T.

"Chorus", n° 1, 194 p., 75 F.



vive le cinéma français

Vingt villes de Seine-Saint-Denis présentent "Vive le cinéma français" (1), pour défendre le patrimoine et les jeunes créateurs. Vingt salles (prix unique,15 F), groupées au sein du Comité de liaison des animateurs programmateurs du 93 (CLAP 93), présenteront avant-premières, rétrospectives, hommages à R. Bresson, J. Wiener, G. Franju, J. Renoir, J. Delannoy. A Romainville, intégrale Coline Serreau. A Sevran, "L'Accompagnatrice" en présence de Claude Miller. Dans douze salles, le nouveau film de Christian Vincent, "Beau Fixe". A Tremblay-en-France, "Max et Jérémie".

Axe majeur de cette quinzaine, le soutien au manifeste "Résister", signé par 180 réalisateurs qui n'admettent pas que le cinéma français ne représente que 30% des entrées en France, contre 60% pour les films américains.

En effet, si, grâce au Plan Lang pour le cinéma, le nombre de salles s'est stabilisé à 4.500 et celui des spectateurs à environ 120 millions par an, si, grâce à l'avance sur recettes, système unique au monde, seule la production française se maintient en Europe, avec 29 auteurs de premiers fims en 1990 et 34 en 1991, il n'en reste pas moins que ces derniers ont de plus en plus de mal à rencontrer leur public. Car l'essentiel des entrées se concentre sur un nombre de films de plus en plus réduit et la télévision, qui devient un opérateur financier prédominant, réduit leur liberté de création en tentant d'imposer heure de grande écoute et audimat.

C.P.

▼ *Philippe Noiret dans "Max et Jérémie".*



(1) Du 18/11 au 1/12. ☎ 48.29.08.70

■ VANITE ■ DES VERITES...

"Tout ce que je sais, c'est que je ne sais rien". Socrate, déjà, démissionnait devant la propension de l'espèce humaine à générer un flux de certitudes contradictoires. Et pourtant, de son temps, la Terre était encore immobile et au centre de l'univers ! Aujourd'hui, elle tourne et ses habitants accourent à son chevet dès qu'ils entendent "effet de serre". On jette au panier laques et déodorants, on rêve de voitures à pédales, on surveille la montée des eaux sous sa planche à voile et on culpabilise.

L'espoir, c'est Yves Lenoir qui l'apporte. Ingénieur, spécialiste des questions d'atmosphère et écologiste de surcroît, on n'a pas moins de raisons de le croire que ceux qui affirment le contraire. Or, dans "La Vérité sur l'effet de serre - Le Dossier d'une manipulation planétaire" (1), il affirme qu'il s'agit d'une vaste supercherie destinée à détourner l'attention d'autres atteintes environnementales autrement plus sérieuses. Une démonstration en béton, des preuves irréfutées, une logique aussi solide que celle qu'il s'applique à contrecarrer. Le dilettante s'y perd un peu mais reprend une bonne dose d'insouciance. Effet salutaire par ces temps d'autoflagellation où, Occidentaux repus et conscients de l'être, nous éprouvons le besoin de compenser la facilité de vivre par toutes sortes de petites misères.

La Terre est malade par notre faute, mais nous le sommes aussi. Cholestérol, maladies cardio-vasculaires, tension artérielle, migraines, cancer même, sans oublier ce bon vieux stress si accommodant. Les statistiques sont là : nous sommes de plus en plus malades. Les médecins le savent bien, qui n'hésitent pas à prescrire... des placebos. Et aussitôt, nous allons mieux.

Dans "Idées folles, idées fausses en médecine" (2), Petr Skrabanek et James Mc Cormick, exerçant tous deux outre-Manche, grignotent allégrement le piédestal de la médecine et réduisent nos petits et grands bobos à l'état de fantasmes. Les médecines parallèles peuvent aller se rhabiller (homéopathie et acupuncture comprises), la prévention devient un leurre, les diagnostics aléatoires et les remèdes improbables.

Curieusement, ce livre, en détruisant leur aura de toute puissance, laisse un goût de tendre sympathie pour les médecins -les vrais- et une sensation de santé à toute épreuve. Croyons-les ou non, si ça ne guérit pas, ça ne peut pas faire de mal. Et la vérité est au fond du puits.

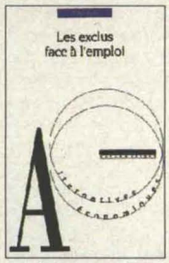
V.G.

(1) La Découverte, 174 p., 92 F.
(2) Odile Jacob, 208 p., 100 F.

post-scriptum

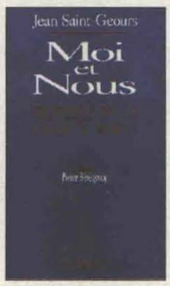


SIMON WUHL
"Les Exclus face à l'emploi"



Le rationnement de l'emploi produit le chômage et l'apparition d'exigences nouvelles de l'appareil productif (modernisation, innovations) engendre l'exclusion d'une partie des chômeurs. Ce chômage d'exclusion se pérennise, semble peu perméable à la conjoncture économique et aux politiques d'insertion qui le combattent.
Le chômage d'exclusion s'analyse-t-il comme conséquence irrémédiable d'une crise générale des sociétés industrielles ? Ou vivons-nous une situation transitoire, le passage vers un modèle économique nouveau ? Simon Wuhl répond que, de toute manière, la question de l'intégration des exclus dans l'emploi ne doit jamais être subordonnée à quelque déterminisme économique que ce soit.
Syros-Alternatives, 306 p., 130 F.

JEAN SAINT-GEOURS
"Moi et Nous.
Politique de la société mixte"



Si chacun le dit : il faut renouveler la démocratie, la régénérer, l'approfondir, rares sont ceux qui expliquent comment. Ainsi que l'écrit Pierre Bérégovoy en préface, cet essai vient à point nommé. Jean Saint-Geours -dans la filiation de la pensée mendesiste- propose une vision et une action.
La vision est ambitieuse : au-delà de l'économie mixte, penser à la société mixte, "inventer les formes les plus satisfaisantes d'association ou de combinaison entre les individus et les collectivités publiques et institutions formant la communauté." L'action passe par le refus d'opposer l'individu et la collectivité. Au moi/eux, Saint-Geours veut substituer le moi/nous. Enorme chantier, déjà ouvert par le développement des autorités de régulation indépendantes. Réflexion riche, concrète, volontaire et pleine d'idées nouvelles.
Dunod, 158 p., 108 F.

SEBASTIEN JAPRISOT
"Le Passager de la pluie"



Plus de vingt ans déjà que René Clément nous a donné ce film haletant, avec Marlène Jobert-Mellie et Charles Bronson-Harry Dobbs dans cette traque à deux personnages.
Sébastien Japrisot a repris et récrit le scénario du célèbre film. C'est une intrigue policière menée avec toute la rigueur du genre : il veut la faire avouer, elle ne veut pas. Insolite, humour et émotion.
Denoël, 170 p., 79 F.

"L'Officiel"



Vous êtes musicien semi-pro, apprenti manager ou animateur, vous cherchez l'adresse d'une maison de disques ou le téléphone d'un réalisateur de clips, consultez donc "L'Officiel". Depuis six ans, le centre d'information du rock édite et réactualise un précieux guide de la musique en France.
8.000 structures, 12.500 contacts, ouverture au jazz cette année avec 5.000 nouveaux contacts, ce Who's who du rock, jazz et chanson est une véritable bible pour qui cherche tout renseignement sur le petit monde impitoyable du show-bizz. De Francis Cabrel à Juliette, du studio Davout au caf-conc' Mimi la Sardine de Montpellier, tout tient dans ces 669 pages.
C.I.R., 669 p., 220 F.



PATRICK VERBEKE
"Blues & ladies"



"Onze heures du soir, j'me sers à boire. La fille d'en face me rejoint et m'embrasse. John Lee Hooker à la radio... De quoi j'vais m'plaindre ?" Amour et libations, blues et introspection, voilà en quelques mots résumée la philosophie de Patrick Verbeke. Sans oublier les copains Bill Deraime, Spencer Bohren, Luther Allison pour qui (on le sent et on l'entend) c'est plus qu'un plaisir de jouer sur le dernier "Bec vert".
Plus tard, lorsque la jeune Emily sera devenue une sexy "Blues lady", que le bon temps aura roulé et que papa Verbeke sera devenu comme ces vieux bluesmen un peu barjo de Chicago, alors, on réécoutera "Blues & ladies et on se dira que c'était un foutu bon album de "Frenchy Blues"...
Miss You, 12 2090, 49' 05", env. 130 F.

RICHARD GALLIANO
ET JEAN-CHARLES CAPON
"Blues sur Seine"



Qu'est-ce-qui peut unir le violoncelle de Bach et l'accordéon d'Emile Vacher ? A priori, rien du tout. Baroque et musette ne se seraient jamais rencontrés si les cœurs généreux de Capon et Galliano ne s'étaient croisés sur les berges du canal Saint-Martin. Capon assure que son complice donne à son accordéon quelque chose de somptueux, Galliano affirme que son compère est le Lester Young du violoncelle.
Et nous, entre ces échanges d'amabilités, de nous délecter des premières mesures larmoyantes de "Blues sur Seine" et des clins d'œil à Nougaro ("For my lady"), Piazzola ("Laura et Astor") ou Miles Davis ("Good by Miles"). Un album chaud comme du bois et précieux comme la nacre. Capon et Galliano, les géniteurs d'un genre nouveau : le blues-musette.
La Lichère, 177, 50' 23", env. 130 F.

CHOPIN
Sonates



Cyprien Katsaris est un des plus en vue parmi les pianistes français de la nouvelle génération. On lui reconnaît un tempérament ardent appuyé sur une technique sans faille. Comme la plupart des pianistes, il n'en vient à aborder Chopin qu'après une longue fréquentation des autres grands romantiques -Beethoven en tête- et de Mozart.
Le voici dans un album qui a le mérite rare de réunir les trois sonates de Chopin, y compris donc la première, généralement négligée. Il prend le parti de la révolte, de la fougue, non sans convaincre ni parfois surprendre. Chopin revisité.
Sony, 48483, 76' 50", env. 125 F.

HAENDEL
"Theodora"



Haendel disait de son avant-dernier oratorio, au moment où il fut créé à Londres en 1750 : "Les juifs ne viendront pas, car il s'agit d'une histoire chrétienne et les femmes ne viendront pas, car Theodora est vertueuse !" "Theodora" est le seul oratorio de Haendel fondé sur l'histoire chrétienne et le destin d'une martyre du IVe siècle. C'est aussi celui qu'il préférait de tous ceux qu'il avait écrits. De fait, "Theodora" contient quelques-uns de ses plus beaux airs et le chœur final de l'acte II l'emporte sur le célèbre "Alleluia" du "Messie".
Nicolas McGegan, à présent spécialiste reconnu de Haendel, dirige une interprétation soignée, aux belles sonorités, avec des solistes homogènes et de qualité. Sobre et grandiose.
Harmonia Mundi, 3 CD, 179' 35", env. 350 F.

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Vanda Gervasio (sciences)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

CINEMA

"L'Accompagnatrice"

Adaptation du plus célèbre roman de Nina Berberova, qui retrace les rapports d'amour-haine entre une cantatrice de la haute bourgeoisie de Saint-Pétersbourg, dans les années 20, et son accompagnatrice, adolescente pauvre et complexée. Adaptation périlleuse, car comment rendre l'extrême subtilité du roman et l'atmosphère envoûtante fondée sur les non-dits ?
Claude Miller ("La Meilleure Façon de marcher", "La Petite Voleuse", "L'Effrontée"), a changé d'époque et situé l'action à Paris sous l'Occupation. Pourquoi ce choix d'une période déjà tellement exploitée par le cinéma français ? On a vu cent fois les sacs de sable devant les bâtiments officiels. De plus, Miller utilise une artillerie un peu lourde. Contre-plongées et longs travellings avant au-dessus des bâtiments et des gares de Paris et de Londres, propos redondants sur la collaboration, facilité de la voix off.
Romane Bohringer, moins à son avantage que dans "Les Nuits fauves", ne montre pas suffisamment le caractère contradictoire de ses sentiments envers la soprano. De même, Richard Bohringer, son père, bien qu'il interprète un personnage attachant par son côté tragique, est un peu desservi par son éternelle voix rauque. Restent les chants magnifiques interprétés par Laurence Monteyrol qui prête sa voix à Elena Safonova, superbe dans le rôle de la cantatrice Irène Brice. La pureté de ses traits, son sourire éclatant évoquent tout à fait Maria Nikolaevna, la troublante héroïne du roman.
Comme l'écrit Nina Berberova : "Il y avait dans tout ce qu'elle faisait une force si résolue, qu'il était impossible de lui résister."

C.P.



▼ *Romane Bohringer et Elena Safonova.*

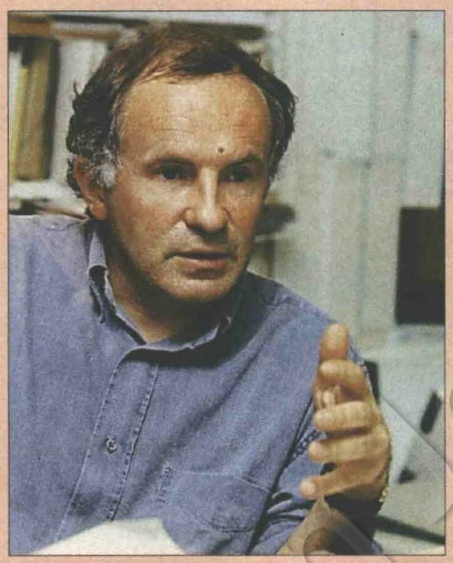
FRANÇOIS DUBET

Chômage, échec scolaire, violence, certaines cités HLM, symboles du confort moderne et de la réussite ouvrière des années 60, sont devenues des "quartiers d'exil" (1). Comment s'enclenchent les mécanismes de l'exclusion ? Analyse d'un sociologue.

Qu'est-ce qu'un quartier d'exil ? Toutes les banlieues populaires sont-elles des quartiers d'exil ?
Les banlieues qu'on appelle difficiles sont la partie visible d'un processus de dualisation de la société. Toutes les banlieues pauvres ne sont pas des lieux d'exil, ni l'enfer que certains décrivent. Simplement, on trouve là les formes visibles d'une transformation des rapports sociaux en France. Le langage qui désignait jadis ces gens vivant aux portes de la cité a disparu. Ce ne sont plus les pauvres, les marginaux, le sous-prolétariat, les classes dangereuses. Un quartier d'exil est généralement un ancien quartier ouvrier : les gens qui y habitaient jadis se définissaient par une conscience de classe, une mobilisation, des conflits. Quand les HLM ont été construites en France, dans les années 50 et 60, elles symbolisaient le progrès, l'hygiène, le confort. Depuis une quinzaine d'années, l'essentiel de la classe ouvrière, intégrée, qualifiée, avec des revenus relativement assurés, a quitté ces quartiers. S'y sont retrouvés les gens définis négativement : ce ne sont pas des travailleurs, plus vraiment des citoyens... Dans la société industrielle, les acteurs dominés étaient exploités mais contestataires. Ils n'étaient pas définis par le manque, comme les exclus d'aujourd'hui.

Qui sont les exclus ? Que leur manque-t-il qui les coupe de la société ?
L'exclusion commence quand s'installent le chômage ou les emplois précaires, mais aussi lorsque les capacités d'auto-organisation diminuent, qu'on n'a plus ni syndicat, ni appartenance politique, ni identification religieuse... Autre caractéristique, et notamment des jeunes : s'ils sont socialement exclus, ils sont culturellement fortement intégrés. Ils ont les mêmes aspirations, les mêmes valeurs, la même apparence que l'ensemble des jeunes Français... Les politiques culturelles, maisons des jeunes, animateurs, travail social, développement du système scolaire et la télévision, ont assuré une forte intégration culturelle. Mais le statut économique n'a pas suivi. Le fossé se creuse entre des gens qui ont la tête dans la société et les pieds de plus en plus en dehors. A la place du vieux clivage bourgeois-ouvrier, exploiteur-exploité, prolétaire-possédant, s'installe le clivage entre ceux du dedans et ceux du dehors. Parmi ceux-là, les jeunes sont les plus visibles, mais non les seuls.

D'où vient la violence des banlieues ? Est-elle nouvelle ?
Il y a toujours eu des violences populaires, des débordements juvéniles. Les jeunes des milieux populaires se sont toujours battus dans les bals, affrontés entre bandes. Ce qui est nouveau, c'est la violence émeutière, une forme très particulière de violence, autodestructrice. L'émeute casse le quartier, le brûle et se joue quasiment toujours dans des affrontements avec la police. Ce phénomène est bien plus ancien en Angleterre et aux Etats-Unis. C'est l'expression d'une rage. Ces passages à la violence, brefs, fulgurants, retombent aussi vite qu'ils sont montés. Il n'y a plus, comme jadis, les capacités politiques, institutionnelles, idéologiques de transformer le sentiment d'injustice en action collective.



L'exclusion commence quand s'installent le chômage ou les emplois précaires, mais aussi lorsque les capacités d'auto-organisation diminuent...

Les explosions ne se produisent pas dans les quartiers les plus abandonnés. A Mantes, Vaulx-en-Velin... existaient services sociaux, animation culturelle, actions de prévention. Qu'est-ce qui déclenche la violence ?
L'émeute n'est pas un pur effet de la misère. Le processus se déclenche quand des jeunes échappent au contrôle spontané des habitants et de la famille. Ils n'osent plus intervenir pour dire : "Va faire tourner ta Mobylette plus loin, on veut dormir." La police est alors perçue comme seule capable d'intervenir. Mais si elle intervient trop, elle engendre la violence, et si elle n'intervient pas, elle laisse se développer la violence entre les gens. Quand elle n'intervient plus, on est dans le ghetto : l'économie délinquante domine le quartier, les gens n'osent plus porter plainte, les enseignants ont peur...

Quel rôle joue l'école dans ces mutations ?
Paradoxalement, en devenant une école de masse, elle a cessé d'être un outil d'intégration sociale. L'école républicaine mettait les enfants d'ouvriers à l'école primaire, les enfants de bourgeois au lycée et les Français croyaient profondément que l'école était juste. L'injustice scolaire était vécue comme produite par l'injustice sociale. A partir du moment où on massifie l'école, la sélection, qui se faisait auparavant socialement, se fait dans l'école. Vont en G ceux qui ne peuvent pas rester dans l'enseignement général, au lycée professionnel, ceux qui n'ont pu accéder à l'enseignement technique... On est en permanence dans des mécanismes d'exclusion relative. L'école est l'unique espoir d'intégration -un espoir réel puisque certains jeunes réussissent-, la seule institution, avec la police, qui garde sa fonction républicaine parce qu'elle est partout, et en même temps, l'instrument d'une exclusion qui génère de plus en plus la rage des gosses qui vont tout casser...

Une société peut-elle supporter la cohabitation indifférente de deux mondes parallèles ?
Malheureusement, oui. Les sociétés ont fonctionné beaucoup plus longtemps sur ce modèle que sur celui que nous avons réussi à construire depuis la fin du XIXe siècle. Certes, dans les campagnes, les gens étaient plus intégrés dans des réseaux familiaux et de voisinage, mais il y avait un monde de sous-humanité. Souvenons-nous des mineurs de "Germinal". Aujourd'hui encore, l'Amérique vit ainsi. Nous vivons dans la chimère que le redémarrage de la croissance va faire diminuer le chômage. Le cas des paysans est exemplaire : on peut produire davantage de biens agricoles en liquidant la moitié des paysans. Là est le grand changement : pendant très longtemps, l'emploi, l'intégration ont été entraînés par la croissance. Aujourd'hui, cette relation a disparu. Il faudra bien un jour redéfinir le travail utile, l'emploi, le rapport entre salaire et travail et, probablement, accepter une certaine baisse du niveau de vie.

Propos recueillis par P.J.

(1) François Dubet et Didier Lapeyronnie, Seuil.

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

CHRISTOPHE COLOMB ou la Bonne Aventure



La Coupole, l'Arène, Combs-la-Ville (77), du 27 au 29 novembre

Une comédie musicale cocasse et burlesque, à voir en famille. Par la Compagnie Fracasse. Molière 91 du meilleur spectacle musical.

Mise en scène : Jean-Marie Lecocq

Musique et direction musicale : Louis Dunoyer de Segonzac

La Coupole et le Club offrent 10 invitations à nos abonnés le 27 novembre.

Pour obtenir les places, 45 56 78 56 / 78 57

Pour connaître les programmes

- **Piano'cktail :** ☎ **(16) 40 65 05 25**
- **La Coupole :** ☎ **64 88 69 11 / 60 60 02 63**
- **L'Abbaye-aux-Dames :** ☎ **(16) 46 97 48 48**

UNE STATION SERVICE

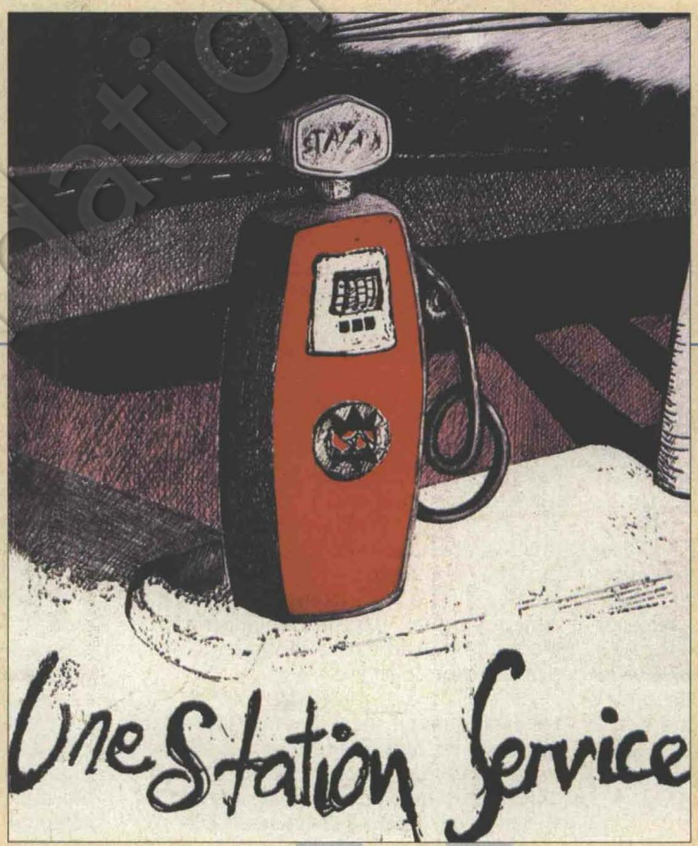
L'Abbaye-aux-Dames, Gallia Théâtre, Saintes (16), le 24 novembre

Une station sans client, dix personnages à l'ombre des platanes, entre manivelle et kérosène. De quoi espérer un beau drame... Le parti est d'en rire, profitez-en !

Par la Compagnie Beaudrain de Paroi / Théâtre de l'Eveil.

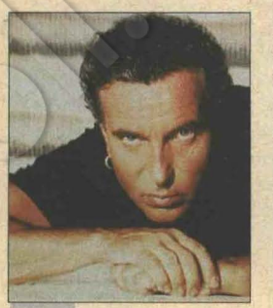
Mise en scène : J.-Pierre Beauredon.

4 invitations pour nos abonnés.



BERNARD LAVILLIERS

Piano'cktail, Bouguenais (44), le 20 novembre



Tournée "Faits divers 92". Tantôt tendre, tantôt violent ... Et des musiques aux confluents de tous les styles, rapportées des quatre coins du monde

5 places pour nos abonnés.

RECITAL

L'Abbaye-aux-Dames, auditorium, Saintes (16), le 20 novembre

Michel Laplénie (baryton) et Josée Carlosema-Cabanès (pianoforte).

Au programme : Bach, Haydn, Mozart...

L'Abbaye-aux-Dames et le Club offrent 4 invitations à nos abonnés.

C'est décidé, je m'abonne

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal .....

Ville .....

Abonnement 1 an : 260 F
DOM-TOM / CEE : 400 F
Autres pays : 600 F
Soutien : 500 F

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07

accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.

VACANCES

(voir "Vendredi" n° 161 du 6 novembre)

- ***RISOUL*** **(LEO-LAGRANGE)**
  Du 9 au 16 janvier 1993
  De 868 F à 1.449 F la semaine
- ***TUNISIE*** **(Alizé)**
  Du 28 décembre 1992 au 4 janvier 1993
  3.200 F la semaine
- ***ILE DE RE*** **(VACANCES POUR TOUS / LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT)**
  Du 19 décembre 1992 au 2 janvier 1993
  De 100 F à 190 F par jour
- ***EGYPTE*** **(VACANCES POUR TOUS / LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT)**
  Du 26 décembre 1992 au 6 mars 1993
  6.480 F la semaine

collection Archives